

Table alphabétique et analytique du tome XXV

Citer ce document / Cite this document :

Table alphabétique et analytique du tome XXV. In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799)
Tome XXV - Du 13 avril 1791 au 11 mai 1791. Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1886. pp. 775-795;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1886_num_25_1_10840

Fichier pdf généré le 11/07/2019

ARCHIVES PARLEMENTAIRES

PREMIÈRE SÉRIE

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DU TOME VINGT-CINQUIÈME.

A

ABONNEMENT. — Voir *Impositions*.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voir *Etat civil*.

ADMINISTRATION DES FINANCES. Rapport par Rœderer, au nom des comités des contributions publiques, des finances, des domaines, d'agriculture et commerce, sur l'organisation des corps des finances (23 avril 1791, t. XXV, p. 255 et suiv.). Discussion : article 1^{er} Pierre Delley, Rœderer, rapporteur (8 mai, p. 666); — adoption *ibid.*; — discussion de l'article 2 (*ibid.*); — article 3 : Gaultier-Biauzat, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 667); — article 4 : Lanjuinais, Gaultier-Biauzat, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Rœderer, rapporteur, de La Rochefoucauld-Liancourt, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Rœderer, rapporteur, Gaultier-Biauzat, Le Chapelier, de La Rochefoucauld-Liancourt, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.* p. 667 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 668); — adoption sans discussion de l'article 5 (9 mai, p. 672); — article 6 : Lanjuinais (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*); — article 7 : Dupont, Pierre Delley, Rœderer, rapporteur, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*) (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 677); — article 8 : un membre, Dupont (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — Dauchy propose une addition à cet article (*ibid.*); — renvoi au comité (*ibid.*); — article 9 : de La Rochefoucauld (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 678); — adoption sans discussion des articles 10 et 11 (*ibid.*).

AFFICHE. — Voir *Droit de pétition et d'affiche*.

AGENTS ET COURTIERS DE CHANGE, DE BANQUE ET DE COMMERCE. Rapport sur leur profession par Roussillon (14 avril 1791, t. XXV, p. 98 et suiv.); — discussion : Germain, Delavigne, Boutteville-Dumetz, Buzot (*ibid.* p. 98 et suiv.); — article 1^{er} : adoption sans discussion (*ibid.* p. 99); — article 2 : de La Rochefoucauld-Liancourt, Buzot, Lecouteulx de Canteleu, Delavigne, de Noailles, Prieur, Roussillon, rapporteur, Anson, Prieur (*ibid.* p. 99 et suiv.); — adoption de l'article 2 modifié (*ibid.* p. 100); — adoption sans discussion de l'article 3 (19 avril, p. 210); — article 4 : plusieurs membres, Regnault (*ibid.*); — adoption de l'article amendé (*ibid.*); — adoption sans discussion de l'article 5 (*ibid.*); — article 6 : un membre (*ibid.*); — adoption de l'article 6 amendé (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 7 à 15 (21 avril, p. 233 et suiv.); — article 16 : un membre (*ibid.* p. 234); — adoption avec amendement (*ibid.*); article 17 : un membre, Prieur, Roussillon, rapporteur, Delavigne, Emmercy (*ibid.* et p. suiv.); — rejet (*ibid.* p. 235).

AGENTS DE CHANGE. — Voir *Liquidation*.

AILLY (D'), député du tiers état du bailliage de Chaumont-en-Vexin. Demande, au nom du comité des finances, la mise à l'ordre du jour du rapport relatif à certaines sommes pour les dépenses du Trésor public (t. XXV, p. 104).

AIX. — Voir *Palais de justice*.

ALLARDE (D'), député de la noblesse du bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier. Présente un projet de décret sur l'abolition des jurandes (t. XXV, p. 212); — un projet de décret sur des secours à accorder à la ville de Dunkerque (p. 213); — un projet de décret concernant les clercs des communautés d'arts et métiers (*ibid.*) — Fait un rapport sur plusieurs pétitions concernant les droits d'entrée (p. 431); — le défend (*ibid.*). — Demande une rectification à la loi relative au bail passé avec l'adjudicataire général des fermes (p. 452), (p. 479); — fait un rapport sur cet objet (p. 532). — Parle sur la création de petits assignats

- (p. 623 et suiv.). — Fait un rapport sur des secours à accorder à la ville de Dunkerque (p. 736).
- ALQUIER**, député du tiers état de la sénéchaussée de La Rochelle. Fait un rapport sur une indemnité à accorder au sieur Blossé (t. XXV, p. 255).
- ALSACE ET LORRAINE**. Réclamation des Etats d'Empire possessionnés en Alsace et en Lorraine contre les décrets de l'Assemblée nationale (5 mai 1791, t. XXV, p. 587).
- ALTERNATS**. Prugnon, au nom du comité d'emplacement, demande que le comité de Constitution soit chargé de présenter un projet de décret sur leur suppression (2 mai 1791, t. XXV, p. 488); — adoption de cette motion (*ibid.*).
- AMELOT**, commissaire de la caisse de l'extraordinaire. Envoie, au président de l'Assemblée, copie du compte de la caisse de l'extraordinaire au 31 mars 1791 (t. XXV, p. 90 et suiv.).
- ANDRÉ (D')**, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Aix. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 13); — sur le serment des fonctionnaires de l'enseignement (p. 106); — sur l'organisation de la marine (p. 116); — sur la mise à l'ordre du jour de la loi sur les émigrations (p. 136); — sur une pétition (p. 131 et suiv.); — sur l'organisation de la marine (p. 150), (p. 152); — sur la police des églises de Paris (p. 179), (p. 183 et suiv.), (p. 191); — sur l'adresse de la principauté de Porrentruy (p. 205 et suiv.), (p. 206), (p. 208); — sur les patentes des corps des pêcheurs (p. 211); — sur les comptes de l'administration des bâtiments du roi (p. 213); — sur l'organisation de la marine (p. 214); — sur les cours d'eau et la pêche (p. 324 et suiv.); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 371); — sur les troubles d'Avignon (p. 373 et suiv.). — Présente un projet de décret tendant à faire mettre en liberté le sieur Châlons (p. 374). — Donne connaissance d'une dépêche de la cour d'Espagne au sujet des troupes rassemblées sur la frontière (p. 374 et suiv.). — Parle sur l'organisation des gardes nationales (p. 393); — sur l'affaire de Wissembourg (p. 422); — sur le droit des militaires d'assister aux réunions des sociétés des amis de la Constitution (p. 451); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 471), (p. 585). Donne lecture d'une réclamation des Etats d'Empire possessionnés en Alsace et en Lorraine et d'une lettre du ministre des affaires étrangères sur le refus du pape de recevoir un ambassadeur ayant prêté le serment exigé des fonctionnaires (p. 587 et suiv.). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur le Corps législatif (p. 605 et suiv.). — Parle sur la police des églises de Paris (p. 651); — sur la navigation des Bouches-du-Rhône (p. 658) — sur les dépenses des corps administratifs et tribunaux (p. 662). — Communique une lettre de Montmorin, ministre des affaires étrangères sur un prétendu manifeste de Léopold II (p. 667). — Président (p. 669).
- ANDRIEU**, député du tiers état de la sénéchaussée de Riom. Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (t. XXV, p. 619); — sur la création de petits assignats (p. 627).
- ANSON**, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 14); — sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 100); — sur la pétition du sieur de Villemotte (p. 480).
- ANTHOINE**, député du tiers d'état du bailliage de Sarreguemines. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 15); — sur le droit de pétition (p. 685).
- APPEL NOMINAL**. Guirault, citoyen de Bordeaux, présente un moyen d'abrèger sa durée (30 avril 1791, t. XXV, p. 472 et suiv.); — discussion: Guillotin, Goupil-Préfeln, Gaultier-Biauzat, Prieur, Gaultier-Biauzat (*ibid.* p. 473); — renvoi à l'examen du comité de Constitution (*ibid.*).
- Liste des votants sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (4 mai, p. 577 et suiv.); — Martineau demande qu'on ne laisse pas subsister cette liste dans le procès-verbal (5 mai, p. 585); — de Tracy et La Rochefoucauld-Liancourt appuient cette motion (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).
- AREMBERG DE LA MARCK (D')**, député de la noblesse du Quesnoy. Parle sur les fournitures de l'armée (t. XXV, p. 236); — sur une lettre du roi (p. 315).
- ARMÉE**. Projet de décret relatif aux soldats auxiliaires, présenté par Menou, au nom du comité militaire (16 avril 1791, t. XXV, p. 132); — discussion: de Choiseul-Praslin, Prieur (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).
- Projet de décret relatif à l'avancement dans l'artillerie, présenté par Alexandre de Lameth, au nom du comité militaire (16 avril, p. 133 et suiv.); — adoption sans discussion du titre I^{er} et des articles 1 à 14 du titre II (*ibid.* p. 137 et suiv.); — article 15: de Thiboutot, Bureaux de Pusy, de Thiboutot, de Noailles, de Menouville de Villiers, Alexandre de Lameth (*ibid.* p. 139 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 143); — adoption sans discussion des articles 16 à 28 (*ibid.* et p. suiv.); — article 29; un membre (*ibid.* p. 144); — adoption de l'article 29 modifié (*ibid.*); — adoption sans discussion du titre III (*ibid.* et p. suiv.).
- Projet de décret, présenté par de Broglie, au nom du comité militaire, concernant le nombre des capitaines d'artillerie employés dans les places de guerre (17 avril, p. 168); — adoption (*ibid.*).
- Suite de la discussion du projet de décret sur les fournitures de vivres et de fourrages de l'armée; article 3: Emmery, rapporteur, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), de Broglie, d'Artemberg de La Marck, de Tracy, Le Chapelier, de Noailles (21 avril, p. 235 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 236); — adoption sans discussion des articles 4, 5, 6 (*ibid.*); — rejet d'une disposition additionnelle à l'article 6 (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 7 et 8 (*ibid.*); — addition à l'article 6 proposée par Bouche (22 avril, p. 239); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).
- Rapport par Bureaux de Pusy, au nom du comité militaire, sur les dépenses pour l'entretien des troupes (27 avril, p. 354 et suiv.); — discussion; adoption sans discussion des articles 1 et 2 (*ibid.* p. 355); — article 3; Camus, Bureaux de Pusy, rapporteur, Camus, Regnault (*ibid.*); — texte du projet de décret modifié (*ibid.* p. 356); — adoption (*ibid.*).
- Bouche explique le retard de la publication du décret sur l'organisation de l'armée et demande son renvoi à l'examen du comité militaire (29 avril, p. 410); — adoption de cette motion (*ibid.*).
- Beauharnais, dans un rapport sur l'insurrection du régiment de Beauvoisis à Wissembourg, pose la question de savoir si les militaires peuvent assister aux réunions des sociétés des amis de la Constitution (29 avril, p. 420 et suiv.); — discussion: d'André, Alexandre de Beauharnais, rapporteur, Prieur, de La Rochefoucauld-Liancourt, de Noailles, Vernier, de Toulangeon, Alexandre de Beauharnais, rapporteur, d'Estourmel, Le Chapelier, de Tracy (*ibid.* p. 422 et suiv.); — l'Assemblée décide que les militaires peuvent assister aux réunions (*ibid.* p. 426); — de Noailles demande que les militaires ne soient pas tenus de se dépouiller de leurs armes en entrant dans les sociétés (30 avril, p. 450 et suiv.); — d'André appuie cette motion (*ibid.* p. 451); — renvoi au comité de Constitution (*ibid.*); — rapport sur cette motion par de Noailles (1^{er} mai, p. 479 et suiv.); — discussion: Le Bois-Desguays (*ibid.* p. 480); — adoption (*ibid.*).
- De La Rochefoucauld-Liancourt demande que le ministre de la guerre soit chargé de faire un rapport sur la situation morale de l'armée (9 mai, p. 671); — renvoi de cette motion au comité militaire (*ibid.*).

Perdry annonce que les bruits d'une mésintelligence entre le régiment de Navarre, en garnison à Valenciennes, et les autres régiments de cette ville sont sans fondements (10 mai, p. 708).

ARNOULT, député du tiers état du bailliage de Dijon. Fait un rapport sur les cours d'eau et la pêche (t. XXV, p. 315 et suiv.). — Présente des projets de décrets concernant la liquidation de plusieurs parties de l'arrière de la dette (p. 328 et suiv., p. 333 et suiv.). — Fait un rapport sur les baux à convenant et sur les domaines congéables (p. 721 et suiv.).

ARRONDISSEMENT. Adoption d'un projet de décret, présenté par Dieuzie, sur la division du canton de Saumur en 3 arrondissements (11 mai 1791, t. XXV, p. 733).

ASSEMBLÉE NATIONALE. Adresses et dons patriotiques (14 avril 1791, t. XXV, p. 94 et suiv., 16 avril, p. 131, 17 avril, p. 152 et suiv., 18 avril, p. 188, 19 avril, p. 191 et suiv., p. 203 et suiv., 20 avril, p. 211, 21 avril, p. 230 et suiv., 22 avril, p. 239 et suiv., p. 240, 23 avril, p. 253 et suiv., p. 309 et suiv., 26 avril, p. 341, 28 avril, p. 373, p. 376, p. 394 et suiv., 30 avril, p. 472, 1^{er} mai, p. 480, 3 mai, p. 510 et suiv., 5 mai, p. 609 et suiv., 6 mai, p. 618, p. 623 et suiv., 7 mai, p. 653 et suiv., 10 mai, p. 685, p. 708 et suiv., 11 mai, p. 733 et suiv., p. 742 et suiv.).

ASSIGNATS. Vernier présente un projet de décret relatif au paiement des coupons (15 avril 1791, t. XXV, p. 405 ; — renvoi au comité des finances (*ibid.*).

Rapport par Périssé-Duluc sur leur transport d'une ville à l'autre (17 avril 1791, p. 168 et suiv.).

Rapport par Périssé-Duluc sur leur mode de circulation (17 avril p. 171 et suiv.).

Rabaud-Saint-Etienne demande la création de petits assignats et présente un projet de décret y relatif (26 avril, p. 34 et suiv. ; — discussion préliminaire : Buzot, de Crillon, Malouet, Cigongne, Malouet, Bousson, Charles de Lameth, Dupont, Charles de Lameth (*ibid.*, p. 350 et suiv. ; — Pétion, Prugnon, Aubry-du-Bochet, Leclerc, de Gony d'Arsey, Le Bois-Desguays, de Gony d'Arsey (p. 426 et suiv. ; — Briois-Beaumetz, de Montesquiou, Martineau, Belzais-Courmenil, Lecouteux de Cantelou, Briois-Beaumetz, Charles de Lameth, de Montesquiou, Charles de Lameth (1^{er} mai, p. 481 et suiv. ; — Rabaud-Saint-Etienne, Germon, de Folleville, Buzot, Briois-Beaumetz, de Noailles, de Montesquiou, de Noailles, de Cussy, Charles de Lameth (3 mai, p. 394 et suiv. ; — d'Allarde, Lecouteux de Cantelou, Camus, de Crillon, *le jeune*, de Cazales, Rabaud-Saint-Etienne, Andrieu, de Cussy, Belzais-Courmenil, Briois-Beaumetz, Rabaud-Saint-Etienne, de Custine, 6 mai, p. 622 et suiv. ; — l'Assemblée ferme la discussion (*ibid.*, p. 628 ; — débat sur l'ajournement : de Cazales, Briois-Beaumetz (*ibid.*, p. 628 et suiv. ; — l'Assemblée accorde la priorité au projet de décret de Briois-Beaumetz (*ibid.*, p. 629 ; — discussion : abbé Maury, de Montesquiou, Martineau, Camus, Barnave, de Cazales, Blin, Rabaud-Saint-Etienne, Briois-Beaumetz, d'André (*ibid.*, et p. suiv. ; — adoption des articles, 1 et 2 réunis en un seul (*ibid.*, p. 632 ; — renvoi au comité des finances des articles 3, 4 et 5 (*ibid.*, et p. suiv. ; — adoption d'une disposition additionnelle présentée par Briois-Beaumetz sous le titre d'article 2 nouveau (*ibid.*, p. 633 ; — opinion, non prononcée, de Montesquiou (*ibid.*, et p. suiv. ; — adoption d'une nouvelle rédaction de l'article 1^{er} (7 mai, p. 635).

Rapport et projet de décret présentés par Voidel sur une fabrication de faux assignats (3 mai, p. 513 et suiv. ; — discussion : Papin, Moreau (*ibid.*, p. 514) ; — adoption (*ibid.*).

ASSIGNATS. — Voir *Récompenses*.

AUBERGEON DE MURINAIS (D^e), député de la noblesse du

Dauphiné. Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 472), (p. 593 et suiv., p. 594) ; — sur les récompenses à accorder aux dénonciateurs de la fabrication des faux assignats (p. 611) ; — sur la destination des biens paroissiaux (p. 621 et suiv.).

AUBRY-DU-BOCHET, député du tiers état de la sénéchaussée de Villers-Cotterets. Expose un plan de répartition des contributions publiques, pour l'année 1791 (t. XXV, p. 25 et suiv.). — Parle sur la création de petits assignats (p. 428 et suiv.).

AUDIER-MASSILLON, député du tiers état de la sénéchaussée d'Aix. Fait un rapport sur la liquidation des offices d'expéditionnaires en cour de Rome (t. XXV, p. 311 et suiv.). — Lit une lettre du procureur syndic des Bouches-du-Rhône sur les troubles d'Avignon (p. 328). — Parle sur le remboursement des offices d'avocats au conseil (p. 617) ; — sur la liquidation des offices d'expéditionnaires en cour de Rome (p. 686).

AUTIEVILLE. — Voir *Gauthier d'Autteville*.

AVIGNON. Rapport et projet de décret présentés par de Menou sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (30 avril 1791, t. XXV, p. 452 et suiv. ; — discussion : de Clermont-Tonnerre, de Menou, rapporteur, de Clermont-Tonnerre, de Menou, rapporteur de Tracy, de Menou, rapporteur, abbé Maury, Charles de Lameth, de Clermont-Tonnerre, Robespierre, de Cazales, Pétion, Madier de Montjau, d'André, de Virieu, de Cazales, d'Aubergeon de Murinais, abbé Maury, de Menou, rapporteur (*ibid.*, p. 466 et suiv. ; — incident : abbé Maury, Dubois-Crance, abbé Maury, Boutteville-Dumetz, Delavigne, Dubois-Crance, abbé Maury (*ibid.*, p. 475 et suiv. ; reprise de la discussion : de La Rochefoucauld-Liancourt, Goupil-Prefeln, de Clermont-Lodève, abbé Maury, Goupil-Prefeln, de Jesse, Malouet, abbé Maury, Malouet, de Folleville, Prieur, de Montlosier, Robespierre, de La Tour-Maubourg, de Clermont-Tonnerre, Bouche, de Clermont-Tonnerre (2 mai, p. 489 et suiv. ; — opinion, non prononcée, de Clermont-Tonnerre (*ibid.*, p. 508 et suiv. ; — reprise de la discussion : Du Châtelet, Pétion (3 mai, p. 528 et suiv. ; — incident : Goupil-Prefeln, Bouche, abbé Maury, Lavie, abbé Maury, Bouche, Lavie, Malouet (*ibid.*, p. 530 et suiv. ; — reprise de la discussion : abbé Maury, Lavie, de Montlosier, d'Estourmel, de Clermont-Lodève, abbé Maury, de Menou, abbé Maury, de Cazales, Prieur, Lucas, de Cazales, de Clermont-Tonnerre, Tronchet, de Menou, rapporteur, abbé Maury, de Menou, rapporteur, Buzot, de Menou, rapporteur, abbé Maury, de Montlosier, Buzot, Malouet, Charles de Lameth, de Crillon, de Clermont-Tonnerre, Malouet, de Menou, rapporteur, un membre, de Menou, rapporteur (*ibid.*, p. 531 et suiv. ; — l'Assemblée ferme la discussion générale (*ibid.*, p. 544 ; — discussion sur la question de savoir si la priorité sera accordée au projet du comité : Barrère, de Cazales, Barnave, de Montlosier, Barnave, de Cazales, Demeunier, Goupil-Prefeln, de Cazales, Barnave, d'Estourmel, Barnave, abbé Maury, de Montlosier, de Clermont-Lodève, de Sillery, Demeunier, Barnave, de Cazales, Demeunier, Camus, Barrère, de Blacons, Milet, de Montesquiou, de Tracy, Demeunier, Roussillon, Dupont (de Nemours, Boutteville-Dumetz, de Montmorency, La Révoillette-Lepeaux (*ibid.*, p. 544 et suiv. ; — l'Assemblée décrète qu'on fera l'appel nominal sur le 1^{er} article du projet du comité (*ibid.*, p. 550 ; — Discussion sur la position de la question : Merlin, de La Rochefoucauld-Liancourt, Boutteville-Dumetz, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, Robespierre, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, de La Tour-Maubourg, Buzot, Emmery, Merlin (4 mai, p. 556 et suiv. ; — l'Assemblée décrète que la délibération sera établie suivant la motion de Merlin (*ibid.*, p. 560) ; — incident : abbé Maury, Boutteville-Dumetz, de La Rochefoucauld-Liancourt, Tronchet, de Montlosier, d'Estourmel (*ibid.*, et p. suiv. ; — l'Assemblée décrète qu'il ne sera plus

entendu personne (*ibid.* p. 561); — appel nominal sur l'article 1^{er} du projet du comité (*ibid.*); — rejet (*ibid.* p. 562); — liste des votants (*ibid.* p. 577 et suiv.); — de La Tour-Maubourg demande une rectification au procès-verbal (3 mai, p. 583); — débat : La Rochefoucauld-Liancourt, d'André, Bouche, de Traey, Prieur, Bouche, Moreau de Tours, Martineau, Bosfant, Dupont, Martineau, plusieurs membres (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de la motion de La Tour-Maubourg (*ibid.* p. 586); — reprise de la discussion : Pétion, de Folleville, Goupil-Préfeln, Pétion, de Toulangeon, d'Aubergeon de Murinais (*ibid.* p. 592 et suiv.); — renvoi de l'affaire d'Avignon aux comités de Constitution, diplomatique et d'Avignon (*ibid.* p. 594); — d'Aubergeon de Murinais demande la parole pour une motion d'ordre (*ibid.*); — débat : Goupil-Préfeln, d'Aubergeon de Murinais (*ibid.*); — l'Assemblée décrète l'ordre du jour (*ibid.*); — Andrieu demande une rectification au procès-verbal (6 mai, p. 619); — sur les observations de La Rochefoucauld-Liancourt, l'Assemblée décrète qu'il ne sera rien changé au procès-verbal (*ibid.*).

Lettre des députés des Etats d'Avignon et du Comtat réunis, protestant contre la présence d'étrangers sur les baux de la droite de l'Assemblée (2 mai, p. 488).

AVIGNON. — Voir *Troubles*.

AVOCATS AU CONSEIL. Rapport et projet de décret, présentés par Régner, sur le remboursement des offices d'avocats au conseil (3 mai 1791, t. XXV, p. 613 et suiv.); — Discussion : Prugnon, Lavenue, Audier-Massillon, Mougins, Le Teliier, Buzot, Régner, rapporteur, Mougins, Régner, rapporteur, plusieurs membres, Lavie, Røderer, Prieur (*ibid.* p. 616 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 618); — reprise de la discussion : abbé Maury, Régner, rapporteur, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angely*), Le Teliier (7 mai, p. 639 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 667).

AVOCATS ET PROCUREURS AUX ANCIENS TRIBUNAUX ET AU CONSEIL DU ROI. — Renvoi, au comité de Constitution, sur la proposition de Martineau, du décret y relatif (4 mai 1791, t. XXV, p. 530).

B

BAILLOT, député du tiers état de la sénéchaussée de Troyes. Secrétaire t. XXV, p. 325.

BAILLY, député du tiers état de la ville de Paris et maire de Paris. Demande l'admission de la municipalité de Paris, chargée de présenter à l'Assemblée une pétition relative aux actes de l'état civil t. XXV, p. 720.

BARNAVE, député du tiers état du Dauphiné. Lit une adresse des membres de la ci-devant assemblée générale de Saint-Domingue t. XXV, p. 340 et suiv.; — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France p. 544, p. 545, (p. 546 et suiv.); — sur la création de petits assignats p. 631; — sur le droit d'affiche (p. 699 et suiv.); — sur les colonies (p. 748); — sur l'esclavage p. 755 et suiv.;

BARRÈRE, député du tiers état de la sénéchaussée de Bigorre. Présente, au nom des comités des domaines, des colonies, de Constitution et d'agriculture, un décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine et de distraction (t. XXV, p. 10). — Son opinion, non prononcée, sur l'organisation du ministère p. 91 et suiv.;

— Parle sur une lettre du roi (p. 314); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 544), p. 548 et suiv.;

BÂTIMENTS DU ROI. Bin demande la nomination de 8 commissaires chargés de l'examen et de l'apurement de l'arrière de cette administration (20 avril 1791, t. XXV, p. 213); — discussion : d'André, Regnault, de Choiseul-Praslin (*ibid.*); — adoption de cette motion (*ibid.*).

BAUX A CONVENANT ET DOMAINES CONGEABLES. Coroller-du-Moustour demande l'ajournement du rapport y relatif (10 mai 1791, t. XXV, p. 720); — débat : Tronchet, Defermon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que le rapport sera fait sur-le-champ (*ibid.* p. 721); — rapport et projet de décret présentés par Arnould (*ibid.* p. 721 et suiv.); — opinion, non prononcée, et projet de décret de M. Lelay-Grantugen (*ibid.* p. 728 et suiv.).

BAUX EMPHYTHÉOTIQUES ET BAUX PAR ANTICIPATION. Nouvelle rédaction du projet de décret y relatif, présentée par Bouteville-Dumetz (18 avril 1791, t. XXV, p. 475 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 478).

BEAUFORT. — Voir *Malateste de Beaufort*.

BEAUHARNAIS, Alexandre DE, député de la noblesse du bailliage de Blois. Fait un rapport sur l'affaire de Wissembourg (t. XXV, p. 420 et suiv.); — le défend (p. 422 et suiv.); p. 425. — Fait un rapport sur les gardes nationales susceptibles d'obtenir des places dans la gendarmerie p. 670 et suiv.; — le défend p. 671. — Fait un rapport sur la suppression de la compagnie de la prévôté de l'hôtel et sur sa formation en deux nouvelles compagnies de la gendarmerie nationale (p. 716 et suiv.); — propose quelques articles additionnels p. 720.

BEAUMONT, citoyen d'Avignon. Sa lettre sur les troubles de Vaison (t. XXV, p. 241).

BEGOUEN, député du tiers état du bailliage de Caux. Parle sur l'organisation de la marine t. XXV, p. 199. — Fait un rapport sur la caisse des Invalides de la marine (p. 491); — le défend (*ibid.* p. 478).

BEZAIS-COURMÉNIL, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Alençon. Parle sur la création de petits assignats (p. 485 et suiv.); p. 627.

BERNIGAUD DE GRANGE, député du tiers état du bailliage de Châlons-sur-Saône. Présente un aperçu de la situation des finances t. XXV, p. 118 et suiv.).

BERTHEREAU, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur la liquidation des offices d'expéditionnaires en cour de Rome t. XXV, p. 686.

BESSE (Abbé), député du clergé du bailliage d'Avesnes. Secrétaire t. XXV, p. 658.

BLAZAY. — Voir *Gaultier-Blazay*.

BIENS NATIONAUX. Ventes (17 avril 1791, t. XXV, p. 459 et suiv.); (19 avril, p. 492, (20 avril, p. 224 et suiv.), 21 avril, p. 310 et suiv.); 28 avril, p. 396, 2 mai, p. 488 et suiv.; 7 mai, p. 658 et suiv.; (10 mai, p. 709).

Projet de décret présenté par Pongcard-du-Limbert, au nom du comité d'aliénation sur la prorogation du délai fixe pour le paiement des biens nationaux (27 avril, p. 353); — discussion : de Folleville, Lavie (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*).

- BIENS PAROISSIAUX.** Rapport et projet de décret, présentés par Lanjuinais, sur la destination des biens dépendant des églises paroissiales ou succursales supprimées (6 mai 1791, t. XXV, p. 619 et suiv.); — incident : abbé Maury, Martineau, Goupil-Prefont *ibid.*, p. 620; — discussion : article 1^{er}, Lavenue, Dosfant (*ibid.*, p. 621); — adoption (*ibid.*); — adoption sans discussion de l'article 2 (*ibid.*); — article 3 : Gombert (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 4, 5, 6, 7, et 8 (*ibid.*); — article 9 : Millet de Mureau, Auberjeon de Maurinais, Treillard *ibid.*, et p. suiv.; — adoption (*ibid.*, p. 622).
- BLACONS** (De), député de la noblesse du Dauphiné. Parle sur le discours du roi (t. XXV, p. 201); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 549).
- BLIN**, député du tiers état de la sénéchaussée de Nantes. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 146 et suiv.); — sur la police des églises de Paris (p. 188); — sur l'organisation de la marine (p. 195); — sur les comptes de l'administration des bâtiments du roi (p. 213); — sur l'organisation de la marine (p. 214); — sur la création de petits assignats (p. 632); — sur le droit d'affiche (p. 700); — sur les colonies (p. 753).
- Bois.** Adoption d'un projet de décret sur l'affectation au profit du sieur Raulin de Flize de différentes parties de bois situées dans l'étendue de la maîtrise des eaux et forêts de Sedan (5 mai 1791, t. XXV, p. 391 et suiv.).
- Bois.** — Voir *Exportation*.
- BOISSY-D'ANGLAS**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Annonay. Lit une adresse des états de la principauté de Porcéntruy (t. XXV, p. 204 et suiv.). — Demande pour le sieur Dion, membre de la ci-devant assemblée de Saint-Domingue, l'autorisation de retourner à Saint-Domingue (p. 687).
- BOSMELET.** Adoption d'un projet de décret, présenté par Christin, concernant la restitution d'un échange entre son père et l'Etat (t. XXV, p. 375).
- BOUCHE**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Aix. Parle sur une demande de congé de Millet (t. XXV, p. 64); — sur le serment des fonctionnaires de l'enseignement (p. 106 et suiv.); — sur la mise à l'ordre du jour de la loi sur les émigrations (p. 130); — sur une pétition (p. 131), (p. 132); — sur le procès-verbal (p. 191); — sur le règlement de la pension de la nourrice du roi (p. 232); — sur les troubles d'Avignon (p. 238); — Propose une addition à l'article 6 du décret sur les fournitures de l'armée (p. 239); — Demande le renvoi au comité de l'article 1^{er} du décret d'application de la marine (p. 240); — Parle sur les cours d'eau et la pêche (p. 324); — sur les troubles d'Avignon (p. 328); — sur les attributions du conseil du roi en matière de liquidation (p. 334); — sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 363); — sur les troubles d'Avignon (p. 373); — sur une demande de pension des enfants du maréchal de Lowendal (p. 378); — Explique le retard de la publication du décret sur l'organisation de l'armée et demande son renvoi à l'examen du comité militaire (p. 410); — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 495), (p. 507), (p. 531); — Demande le renvoi du décret relatif à l'institution de la haute cour nationale au comité de Constitution (p. 559); — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 585), (p. 586); — Présente une pétition sur la création de petits assignats (p. 610); — Parle sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (p. 612); — sur la navigation des Bouches du Rhône (p. 658).
- BOUCHER-LARICHARDIÈRE**, membre du tribunal de cassation. Son discours au nom de la députation du tribunal de cassation, admise à la barre de l'Assemblée nationale (t. XXV, p. 396 et suiv.).
- BOUSSON**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Agen. Parle sur la création de petits assignats (t. XXV, p. 351); — Denonce l'absence de Malateste de Beaufort, député du clergé de la sénéchaussée d'Agen (p. 472).
- BOUDEVILLE-DUMETZ**, député du tiers état du bailliage de Peronne. Parle sur l'installation du tribunal de cassation (t. XXV, p. 69); — sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 98); — Présente une nouvelle rédaction du projet de décret relatif aux baux emphytéotiques (p. 175 et suiv.); — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 475), (p. 550), (p. 558), (p. 560); — sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (p. 611); — sur le droit de pétition (p. 697).
- BREUVARD** (Abbé), député du clergé du bailliage de Douai et Orchies. Parle sur une pétition des officiers municipaux de Douai (t. XXV, p. 657).
- BRILLAT-SAVARIN**, député du tiers état du bailliage et Bugey et Valmorey. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 199); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 223).
- BROIS-BEAUMETZ**, député de la noblesse de la province d'Artois. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 13), (p. 15); — Demande l'impression du discours du roi et de la réponse du président (p. 201). Parle sur une lettre de l'évêque Porion (p. 224); — sur la création de petits assignats (p. 481 et suiv.); — sur la fonte des cloches pour les mettre en monnaie (p. 485); — sur la création de petits assignats (p. 627 et suiv.), (p. 629), (p. 632), (p. 633); — sur la police des églises de Paris (p. 653); — sur le droit de pétition (p. 688 et suiv.), (p. 692); — sur le droit d'affiche (p. 700).
- BROGLIE** (Victor de), député de la noblesse du bailliage de Colmar et Schelestadt. Parle sur le rappel de congé du député Deschamps (t. XXV, p. 114); — sur l'organisation de la marine (p. 116); — Présente un projet de décret relatif aux capitaines d'artillerie employés dans les places de guerre (p. 168); — sur les fournitures de l'armée (p. 235 et suiv.).
- BRUGES** (Abbé de), député du clergé de la sénéchaussée de Meuse. Parle sur les troubles d'Avignon (t. XXV, p. 238).
- BRIELEMONT DES EFFETS DE L'EMPRUNT DE 1789.** — Voir *Emprunt national de 1789*.
- BUISSART**, membre de l'académie d'Arras. Fait hommage à l'Assemblée d'un ouvrage sur l'uniformité des poids et mesures (t. XXV, p. 609 et suiv.).
- BUREAUX DE PUSY**, député de la noblesse du bailliage d'Amont en Franche-Comté. Parle sur l'avancement dans l'artillerie (t. XXV, p. 142 et suiv.); — Fait un rapport sur les dépenses pour l'entretien des troupes (p. 354 et suiv.); — le défend (p. 355).
- Buzor**, député du tiers état du bailliage d'Evreux. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 12), (p. 13); — sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 98 et suiv.); — sur les recettes et dépenses de 1791 (p. 163); — sur la police des églises de Paris (p. 182 et suiv.); — sur les attributions du conseil du roi en matière de liquidation (p. 334); — sur la création de petits assignats (p. 350); — Propose une addition au décret sur l'autorité du conseil en matière de liquidation (p. 353); — Demande à lire une lettre confirmant l'accusation portée par lui contre Huber,

commissaire de la trésorerie (p. 353 et suiv.); — Parle sur l'organisation du ministère (p. 360); — sur les troubles d'Avignon (p. 381); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 392 et suiv.); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 542); — sur le traitement du directeur de la liquidation (p. 552); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 559); — sur la création de petits assignats (p. 600 et suiv.); — sur le remboursement des offices d'avocats au conseil (p. 617); — sur l'organisation des corps de finances (p. 677); — sur le droit de pétition (p. 690), p. 694; p. 695).

C

CAISSE DE L'EXTRAORDINAIRE. Compte de la caisse au 31 mars 1791-14 avril 1791, t. XXV, p. 90 et suiv..

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. Rapport de Bégouen y relatif (28 avril 1791, t. XXV, p. 401); — discussion: un membre, Charles de Lameth, Le chapelier, abbé Maury (*ibid.*, p. 401); — titre 1^{er}: adoption sans discussion des articles 1 et 2 (*ibid.*); — article 3: Populus, Bégouen, rapporteur (*ibid.*); — adoption (*ibid.*, p. 402); — article 4: abbé Maury, Millet de Murcau, Prieur, Populus (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*); — Titre II, article 1^{er}: adoption sans discussion (30 avril, p. 473); — article 2: un membre (*ibid.*, et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.*, p. 474); — adoption sans discussion de l'article 3 (*ibid.*); — article 4: un membre (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 (*ibid.*); — titre III: adoption sans discussion des articles 1 et 2 (*ibid.*, et p. suiv.); — article 3: un membre (*ibid.*, p. 475); — adoption avec amendement (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 5, 6 et 7 (*ibid.*, p. 476); — titre IV: adoption sans discussion des articles 1 et 2 (*ibid.*); — article 3: un membre (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*, p. 477); — adoption sans discussion des articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 (*ibid.*); — titre V: adoption sans discussion des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 (*ibid.*); — article 9: un membre (*ibid.*, p. 478); — adoption avec amendement (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 9, 10, 11, 12, 13 (*ibid.*); — article additionnel proposé par Bégouen: plusieurs membres (*ibid.*); — rejet (*ibid.*); — adoption sans discussion des 10 articles du règlement relatif aux articles décrétés (*ibid.*, p. 478 et suiv.).

CAMUS, député du tiers état de la ville de Paris. Demande la mise à l'ordre du jour des rapports du comité de liquidation (t. XXV, p. 92); — Présente un projet de décret sur le remboursement à diverses personnes de ce qui leur revient en vertu de précédents décrets (p. 153 et suiv.); — Parle sur les recettes et dépenses de 1791 (p. 163, p. 164 et suiv.); — sur la pension de la nourrice du roi (p. 232); — sur le ministre de la marine (p. 252 et suiv.); — sur une adresse (p. 254); — sur les attributions du conseil du roi en matière de liquidation (p. 334, p. 344, p. 353); — sur les dépenses pour l'entretien des troupes (p. 355); Présente un projet de décret relatif à la formule des brevets de pension (p. 376 et suiv.); — Fait des rapports sur des pétitions (p. 377 et suiv.); — Parle sur les pensions de l'ordre de Saint-Louis (p. 379); — Fait un rapport sur la vérification et le brûlement des effets entrés dans l'emprunt national de 80 millions de 1789 (p. 413 et suiv.); — Annonce le brûlement de 10 millions d'assignats (p. 479); — Présente un projet de décret sur un secours provisoire attribué aux ci-devant employés des fermes (p. 511 et suiv.); — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 548); — Fait un rapport sur le

traitement du directeur général de la liquidation et sur celui de ses commis (p. 552); — le défend (*ibid.*); — Parle sur une pétition (p. 610); — Fait un rapport sur les récompenses à accorder aux dénonciateurs de la fabrication des faux assignats (p. 610 et suiv.); — le défend (p. 612); — Présente un projet de décret sur des secours à accorder à différentes personnes (p. 612); — sur les fondations faites par feu M. Cochet de Saint-Valier (*ibid.*); — Parle sur la création de petits assignats (p. 626, p. 631); — sur la construction du palais de justice d'Aix (p. 635); — Annonce le brûlement de 9 millions d'assignats (p. 662); — sur la liquidation d'offices de judicature (p. 665); — sur les commis de l'ancienne régie (p. 687).

CASTRIES (De), ancien ministre de la marine. Plainte adressée contre lui à l'Assemblée par le lieutenant-colonel Laborie (t. XXV, p. 550).

CAZAIES (De), député de la noblesse des pays et juderie de Rivière-Verdun, Gaure, Leonac et Marestaing. Parle sur le discours du roi (t. XXV, p. 201, p. 202); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 470 et suiv., p. 539, p. 540, p. 544, p. 545, p. 547); — sur la création de petits assignats (p. 626 et suiv.), (p. 628, p. 629), (p. 631).

CENSURE. Abbé Maury 18 avril 1791, t. XXV, p. 491). — de Folleville 22 avril, p. 252.

CERNON (De), député de la noblesse de bailliage de Châlons-sur-Marne. Présente un projet de décret sur le ressort des tribunaux de commerce du district de Beziers (t. XXV, p. 241).

CHABROUD, député du tiers état du Dauphiné. Sa réponse, en qualité de président de l'Assemblée, à la plainte du roi au sujet de la résistance apportée à son départ pour Saint-Cloud (t. XXV, p. 201). — Son discours au roi, au nom de la députation chargée, de le féliciter de son attachement à la Constitution (p. 325). — Parle sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (p. 611 et suiv.).

CHALONS, ci-devant aide-major à Belfort. Adoption d'un décret tendant à le faire remettre en liberté (t. XXV, p. 374).

CHAMPAGNY (De Nompère de), député de la noblesse du bailliage de Forez. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 110 et suiv.), (p. 115, p. 116, p. 149, p. 150, p. 196, p. 200, p. 214 et suiv.); — sur le ministre de la marine (p. 253).

CHARMIE. — Voir *Fournier de La Charmie*.

CHARON, officier municipal de la ville de Paris. Écrit à l'Assemblée sur le transport des cendres de Voltaire à Paris (t. XXV, p. 661).

CHASSET, député du tiers état de la sénéchaussée de Beaujolais. Parle sur les actes de l'état civil (t. XXV, p. 720).

CHOISEUL-PRASLIN (De), député de la noblesse de la sénéchaussée d'Anjou. Parle sur les soldats auxiliaires (t. XXV, p. 152); — sur les comptes de l'administration des bâtiments du roi (p. 213); — sur les gardes nationales (p. 671).

CHRISTIN, député du tiers état du bailliage d'Aval en Franche-Comté. Présente un projet de décret concernant un échange entre un particulier et l'Etat

- (t. XXV, p. 375). — Parle sur le transport des cendres de Voltaire à Paris (p. 661).
- CIGONGNE**, député du tiers état de la sénéchaussée de Saumur. Parle sur les droits féodaux (t. XXV, p. 3 ; — sur la création de petits assignats (p. 350).
- CLERGÉ**. — Voir *Fonctionnaires publics ecclésiastiques*.
- CLERMONT D'AMBOISE**, député suppléant de la noblesse du bailliage de Provins. Donne sa démission (t. XXV, p. 687).
- CLERMONT-LOBEVE** (De), député de la noblesse de la ville d'Arles. Parle sur les troubles d'Avignon (t. XXV, p. 379 et suiv.) ; — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 493).
- CLERMONT-TONNERRE** (De), député de la noblesse de Paris. Parle sur les troubles d'Avignon (t. XXV, p. 381) ; — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 466, p. 467, 469 et suiv., p. 501 et suiv.) ; — son opinion, non prononcée, sur le même objet (p. 508 et suiv.) ; — Parle sur le même objet (p. 540, p. 543 ; — sur les colonies (p. 743 et suiv.).
- CLOCHES**. Motion de Rabaud Saint-Etienne tendant à faire fondre les cloches pour les mettre en monnaie (1^{er} mai 1791, t. XXV, p. 485 ; — discussion : Lecouteux de Cantelieu, Briois-Beaumetz, Charles de Lameth (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*).
- COCHET DE SAINT-VALIER**. — Voir *Secours*.
- COLAUD DE LA SALCEITE** (Abbé), député du clergé du Dauphiné. Parle sur une lettre du roi (t. XXV, p. 315).
- COLONIES**. Rapport et projet de décret, présentés par Delattre, sur l'initiative à accorder aux assemblées coloniales dans la formation des lois qui doivent régir les colonies et sur l'état civil des gens de couleur (7 mai 1791, t. XXV, p. 636 et suiv.) ; — l'abbé Grégoire demande l'ajournement (*ibid.* p. 638) ; — débat à ce sujet : Moreau de Saint-Mery, Pétion, Arthur Dillon, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, de Folleville, Røderer, Lavenue, Malouet, de Tracy, Regnaud, Røderer (*ibid.* p. 638 et suiv.) ; — ajournement (*ibid.* p. 643 ; — discussion : abbé Grégoire, Narrae, abbé Grégoire, Malouet, abbé Grégoire, de Clermont-Tonnerre, Monneron, de Gouy d'Arisy, Gaultier-Biauzat, Barnave, de Gouy d'Arisy, de Tracy, Malouet, Lafayette, Bau, Buval d'Eprenesnil, Pétion, Barnave (11 mai, p. 737 et suiv.).
- COMITE DE LA MARINE**. Nouveau projet de décret sur l'organisation de la marine militaire et sur le mode d'admission et d'avancement (13 avril 1791, t. XXV, p. 60 et suiv.).
- COMTAT VENAISSIN**. — Voir *Avignon*.
- CONGES**. Demande de conge présentée par Millet (14 avril 1791, t. XXV, p. 64 ; — observations : Bouche (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète l'ordre du jour (*ibid.*) ; — Les maires et officiers municipaux de Lyon annoncent qu'ils ont notifié au député Deschamps le décret de l'Assemblée nationale le rappelant de conge (15 avril, p. 113 ; — discussion à ce sujet : Dubois, Victor de Broghe, Foucault-Lardimalie, Lavie, Populus (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée déclare Deschamps démissionnaire (*ibid.* p. 114) ; — Motion de Parisot sur le rappel de Dubois, absent sans conge (29 avril, p. 412) ; — discussion : Gaultier-Biauzat (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*).
- CONSEIL DU ROI**. — Voir *Liquidation*. — *Procès*.
- CONTRIBUTION PATRIOTIQUE**. Projet de décret relatif à son paiement présenté par Verrier (20 avril 1791, t. XXV, p. 213 ; — adoption sans discussion (*ibid.*).
- CONTRIBUTION FONCIERE ET MOBILIERE POUR L'ANNEE 1791**. Aubry-du-Bochet expose un plan de répartition y relatif (13 avril 1791, t. XXV, p. 25 et suiv.).
- COROLLIER-DU-MOUSTOIR**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Hennebont. Parle sur les baux à convenant (t. XXV, p. 720).
- CORPS ADMINISTRATIFS ET TRIBUNAUX DE DISTRICTS**. Adoption de projets de décrets présentés par Prugnon tendant à autoriser des directoires de districts à louer ou à acquérir des locaux pour les corps administratifs (13 avril 1791, t. XXV, p. 1, (15 avril, p. 104, 20 avril, p. 211, 29 avril, p. 411 et suiv.), (9 mai, p. 669 et suiv.) ; — Lettre du ministre de l'intérieur, de Lessart, au sujet de leurs dépenses (4 mai, p. 550 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète, sur la motion de Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), que son comité des finances sera chargé de lui présenter un rapport sur cet objet (*ibid.* p. 552 ; — rapport et projet de décret par Verrier (8 mai, p. 661 et suiv.) ; — d'André demande l'ajournement (*ibid.* p. 662 ; — ajournement (*ibid.*) ; — adoption du projet de décret (9 mai, p. 669).
- COTTIN**, député du tiers état de la sénéchaussée de Nantes. Demande l'appel nominal (t. XXV, p. 151).
- COUR DES COMPTES, AIDES ET FINANCES DE PROVENCE**. Adoption d'un projet de décret présenté par Camus sur les pensions des officiers de cette cour (28 avril, 1791, t. XXV, p. 375).
- COUR NATIONALE** Haute. Renvoi au comité de Constitution, sur la proposition de Bouche, du décret relatif à son institution (4 mai, 1791, t. XXV, p. 550 ; — rapport et projet de décret, présentés par Le Chapelier (10 mai, p. 714 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 715).
- COURS D'EAU ET PÊCHE**. Rapport y relatif par Arnoult, au nom des comtes féodal, des domaines et d'agriculture et de commerce (23 avril 1791, t. XXV, p. 315 et suiv.) ; — discussion préliminaire : Malouet, Arthur Dillon, Bouche, d'André, Mougins de Roquefort, un membre (*ibid.* p. 324 et suiv.) ; — ajournement (*ibid.* p. 325 ; — texte du décret d'ajournement (26 avril, p. 341).
- COURTIERS DE CHANGE DE PARIS**. Leur pétition à l'Assemblée nationale (14 avril, 1791, t. XXV, p. 100 et suiv.).
- COURTIERS DE CHANGE ET DE COMMERCE**. Voir *agents de change*.
- COUTURIER** (Abbé), député du clergé du bailliage de Châtillon-sur-Seine. Parle sur la police des églises de Paris (t. XXV, p. 651 et suiv.) ; — sur le transport des cendres de Voltaire à Paris (p. 661).
- CRILLON** (De), député de la noblesse du bailliage de Beauvais. Présente un projet de décret relatif à la trésorerie nationale (t. XXV, p. 76) ; — Parle sur l'organisation de la marine (p. 116 ; — sur la création de petits assignats (p. 350) ; — sur les troubles d'Avignon (p. 381) ; — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 543 ; — sur la création de petits assignats (p. 621).
- CUSSY** (De), député du tiers état du bailliage de Caen.

- Parle sur la création de petits assignats (t. XXV, p. 603 et suiv.), (p. 627). — Annonce la constitution de la commission des monnaies (p. 686).
- CUSTINE (De)**, député de la noblesse du bailliage de Metz. Parle sur l'organisation des gardes nationales (t. XXV, p. 367 et suiv.); — sur la création de petits assignats (p. 628).
- D**
- DAUCHY**, député du tiers état du bailliage de Clermont-en-Beauvoisis. Parle sur l'organisation des corps de finances (t. XXV, p. 677).
- DEDELAY**. Voir *Delley (Pierre)*.
- DEFERMON**, député du tiers état de la sénéchaussée de Rennes. Annonce, au nom du comité d'imposition, que son rapport sur la répartition des contributions foncière et mobilière sera présenté incessamment (t. XXV, p. 10). — Parle sur l'organisation de la marine (p. 87, (p. 107 et suiv.), (p. 109, p. 116, (p. 149, (p. 192 et suiv.), (p. 198), (p. 199, (p. 214, (p. 216, (p. 246, (p. 247), p. 248). — Fait des rapports sur les faits imputés au ministre de la marine pour avoir ordonné le payement des traitements des ci-devant directeurs des bureaux de la marine et sur l'impression des relations sur le voyage de La Peyrouse (p. 250). — Parle sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 363); — sur les pensions de l'ordre de Saint-Louis (p. 378 et suiv.). — Présente un article additionnel au projet de décret sur l'organisation de la marine (p. 377 et suiv.); — sur les baux à convenant (p. 721).
- DELATRE (l'aîné)**, député du tiers-état de la sénéchaussée de Ponthieu. Fait un rapport sur les colonies (p. 636 et suiv.).
- DELAVIGNE**, député du tiers-état de la ville de Paris. Parle sur la profession de courtier et d'agent de change (t. XXV, p. 98, p. 99, p. 231); — sur la forme de procéder dans les tribunaux où l'ordonnance de 1667 n'a jamais été publiée (p. 397); — sur la réunion d'Avignon et du comtat Venaissin à la France (p. 475); — sur une pétition (p. 610); — sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (p. 611); — sur une pétition (p. 657); — sur le droit de pétition (p. 693, (p. 696; — sur le droit d'affiche (p. 700); — sur la suppression de la compagnie de la prévôté de l'hôtel (p. 717); — sur les actes de l'état civil (p. 720).
- DELESSART**. Voir *Lessart (de)*.
- DELITS**. Voir *Forêts*.
- DELLEY (Pierre)**, député de la noblesse du Dauphiné. Parle sur les douanes (t. XXV, p. 272, p. 273); — sur l'organisation des corps de finances (p. 666, (p. 672 et suiv.).
- DEMEUNIER**, député du tiers état de la sénéchaussée de la ville de Paris. Annonce, au nom du comité de Constitution, que ses travaux sont presque achevés et que l'Assemblée pourra se séparer vers la mi-juillet (t. XXV, p. 10). — Parle sur l'organisation du ministère (p. 10 et suiv.), (p. 12), p. 13, p. 14 et suiv.), (p. 68 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif à l'installation du tribunal de cassation (p. 69); — prend part à la discussion de ce projet (*ibid.*). — Demande une rectification à l'article 21 du décret sur l'organisation de ce tribunal (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur l'organisation de la marine (p. 246), (p. 247). — Fait un rapport sur l'organisation du ministère (p. 356 et suiv.); — le défend (p. 360). — Parle sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 363); — sur l'organisation de la garde nationale (p. 363 et suiv.), (p. 366); — sur la pétition du sieur Villemotte (p. 480); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 547, p. 549 et suiv.); — sur le droit de pétition (p. 696 et suiv.).
- DÉPARTEMENTS**. Adoption d'un projet de décret fixant les limites des départements de l'Isère et des Deux-Sèvres (26 avril 1791, t. XXV, p. 341 et suiv.).
- DESCHAMPS**, député de la noblesse du bailliage de Lyon. Proteste contre son rappel de congé (t. XXV, p. 113); — est considéré comme démissionnaire (*ibid.* p. 114).
- DES ESSARTS**. — Voir *Vieville des Essarts*.
- DESPATYS DE COURTEILLES**, député du tiers état du bailliage de Melun. Présente un projet de décret relatif à la réunion des paroisses de la ville de Meaux (t. XXV, p. 432).
- DEVILLAS**, député du tiers état du bailliage de Saint-Flour. Parle sur la liquidation d'offices de judicature (t. XXV, p. 665).
- DIEZIE (De)**, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Anjou. Présente un projet de décret sur la division du canton de Saumur en 3 arrondissements (t. XXV, p. 733).
- DILLON (Arthur)**, député de la Martinique. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 149); — sur le ministre de la marine (p. 252); — sur les cours d'eau et la pêche (p. 324); — sur les colonies (p. 641); — sur une pétition (p. 742).
- DOMAINES CONGÉABLES**. Consultation des juriconsultes de Rennes y relative (10 mai 1791, t. XXV, p. 727 et suiv.).
- DOMAINES CONGÉABLES**. — Voir *Baux à convenant et domaines congéables*.
- DOSFANT**, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (t. XXV, p. 586, p. 587); — sur la destination des biens paroissiaux (p. 621).
- DOUANES**. Rapport par Goudard, au nom des comités des domaines, des contributions publiques, des finances et d'agriculture et de commerce, sur l'organisation générale de l'administration des douanes (23 avril 1791, t. XXV, p. 260 et suiv.); — discussion; adoption sans discussion de l'article 1^{er} (*ibid.* p. 271); — article 2: *plusieurs membres (ibid.)*; — adoption (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 3 à 10 (*ibid.*); — article 11: ajourné (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 11 à 16 (art. 12 à 18 du projet) (*ibid.* et p. suiv.); — article 17 (art. 18 du projet: Pierre de Delley, Le Febvre, Lebrun (*ibid.* p. 272); — adoption avec amendement (*ibid.*); adoption sans discussion des articles 18 à 25 (art. 19 à 26 du projet) (*ibid.* et p. suiv.).
- DROIT D'ACBAINE ET DE DÉTRACTION**. Adoption d'un projet de décret relatif à son abolition (13 avril 1791, t. XXV, p. 10).

DROIT DE PETITION ET D'AFFICHE. Adresse de la municipalité de Paris y relative (26 avril 1791, t. XXV, p. 352); — renvoi au comité de Constitution (*ibid.*); — rapport et projet de décret, présentés par Le Chapelier (9 mai, p. 678 et suiv.); — discussion: Petion, Robespierre, Antoine (*ibid.* p. 682 et suiv.); — abbé Grégoire, Briois-Beaumetz; Buzot (*ibid.* p. 687 et suiv.); — article 1^{er}: Robespierre, Moreau, Le Chapelier, *rapporteur*, Robespierre, Regnaud de Saint-Jean-d'Angly, Briois-Beaumetz, Freteau, de La Rochefoucauld, Petion, Dupont, abbé Maury, de Toulongeon (*ibid.* p. 690 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 693); — article 6: Dubois-Grance propose une nouvelle rédaction (*ibid.*); — discussion: de Toulongeon, Gaultier-Biauzat, Goupilleau, Delavigne (*ibid.*); — renvoi au comité (*ibid.*); — article 2 art. 8 du projet: Le Chapelier *rapporteur*, Buzot (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 694); — article 3 art. 9 du projet: Robespierre, Buzot, Goupil-Prelein, Freteau, Le Chapelier, *rapporteur* (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 695); — adoption sans discussion des articles 4, 5 et 6 (art. 10, 11, et 12 du projet) (*ibid.* et p. suiv.); — article 7 art. 13 du projet: Delavigne, Goupilleau, Le Chapelier, *rapporteur* (*ibid.* p. 696); — adoption (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 8 et 9 art. 14 et 15 du projet (*ibid.*); — Prieur demande qu'il soit déterminé à qui appartient de décider sur une pétition de 150 citoyens qui ont demandé une assemblée de commune (*ibid.*); — débat: Demeunier, Prieur (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de la motion de Prieur sans rédaction (*ibid.* p. 697); — discussion de la partie du décret relative au droit d'affiche: Le Chapelier, *rapporteur*, Goupil-Prelein, Legrand, de Nottles, Prieur, de Toulongeon, Regnaud de Saint-Jean-d'Angly, Barnave, Dupont, Delavigne, Briois-Beaumetz, Blin, Regnaud de Saint-Jean-d'Angly, Le Chapelier, *rapporteur* (*ibid.* p. 697 et suiv.); — adoption de 3 articles proposés par Barnave (*ibid.* p. 700 et suiv.); — Roderer demande que les affiches des particuliers ne puissent être faites que sur papier libre (*ibid.* p. 701); — discussion: Gaultier-Biauzat, Roderer (*ibid.*); — renvoi au comité d'imposition (*ibid.*).

DROITS D'ENTRÉE. — Rapport sur plusieurs pétitions concernant les droits d'entrée et projet de décret y relatif, présentés par d'Allarde (30 avril 1791, t. XXV, p. 451); — discussion: un membre, d'Allarde, *rapporteur*, plusieurs membres, d'Allarde, *rapporteur* (*ibid.*); — adoption (*ibid.* p. 452).

DROITS FÉODAUX. Merlin, au nom du comité féodal, propose plusieurs modifications aux décrets y relatifs (13 avril 1791, t. XXV, p. 3 et suiv.); — observations: Gerard de Rennes, Gizonne, Goupil-Prelein (*ibid.*); — texte du décret modifié (*ibid.* p. 4 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 10).

DUBOIS, député du clerge de la sénéchaussée de Troyes. Absent sans congé. Parizot demande son rappel (t. XXV, p. 412).

DUBOIS Benjamin. Offre de céder à l'Etat, moyennant paiement, les travaux entrepris par lui pour créer un port sur la Manche (t. XXV, p. 450 et suiv.); — renvoi de sa pétition aux comités de la marine et du commerce p. 451.

DUBOIS-GRANCE, député du tiers état du bailliage de Vitry-le-François. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 13); — sur une demande d'appel nominal (p. 151 et suiv.); — sur une lettre du roi (p. 315); — sur les pensions de l'ordre de Saint-Louis (p. 379); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 389); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 475, p. 476); — sur le droit de pétition (p. 693).

DU CHATELET, député de la noblesse du bailliage de Bar-le-Duc. Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (t. XXV, p. 328).

DUNKERQUE. Projet de décret, présenté par d'Allarde, relatif à des secours à accorder à cette ville (20 avril 1791, t. XXV, p. 213); — discussion: Gaultier-Biauzat, Martineau (*ibid.*); — renvoi au département (*ibid.*); — rapport et projet de décret présentés par d'Allarde (11 mai, p. 736); — adoption (*ibid.*).

DUPONT, député du tiers état du bailliage de Nemours. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 198); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 223); — Présenté un projet de décret relatif à l'abolition de l'abonnement accordé à la ville de Toulouse pour ses impositions ordinaires (p. 512); — Présente un projet de décret sur le remboursement d'une somme de 400,000 livres à la ville de Strasbourg (*ibid.*); — le défend (*ibid.*); — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 550); — sur la police des églises de Paris (p. 646); — sur l'organisation des corps de finances (p. 672, p. 677); — sur le droit de pétition (p. 692); — sur le droit d'affiche (p. 700).

DUPORT-DU CHERREY, ministre de la justice. Écrit à l'Assemblée au sujet de l'interprétation des art. 2 et 3 de la loi du 2 mars (t. XXV, p. 163 et suiv.); — Écrit à l'Assemblée pour lui annoncer la venue du roi (p. 200); — Sa lettre à l'Assemblée relative aux accusés de lésation détenus dans les prisons du ci-devant Châtelet (p. 250); — Écrit à l'Assemblée sur les troubles de Nîmes (p. 561 et suiv.).

DUPORTAU, ministre de la guerre. Écrit à l'Assemblée pour lui demander de décider que les soldats pourront assister aux séances des sociétés des amis de la Constitution et lui envoie copie de deux lettres de Kellerman relatant l'insurrection du régiment de Beauvoisis (t. XXV, p. 166 et suiv.).

DUQUESNOY, député du tiers état du bailliage de Bar-le-Duc. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 149).

DURAND-MAILLANT, député du tiers état de la sénéchaussée d'Aries. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 12); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 218, (p. 219), (p. 365), (p. 366)).

DUVAL D'ÉPREMÉSNIÉ. Son opinion non prononcée sur l'inviolabilité de la personne du roi (t. XXV, p. 102 et suiv.); — Parle sur les colonies (p. 733).

E

ÉGLISES ET BÂTIMENTS RELIGIEUX DE PARIS. Lettre du directeur de Paris concernant son arrêté relatif à la police des églises (18 avril 1791, t. XXV, p. 178); — discussion: Gaultier-Biauzat, d'André (*ibid.* et p. suiv.); — texte de l'arrêté (*ibid.* p. 179); — reprise de la discussion: Goupil-Prelein, de Jesse, Treilhard, Lanjuinais, Buzot, Lanjuinais, Camus, d'André, abbé Sieyes, de Folleville, Girod-Pouzol, Blin, abbé Maury, Dubois, abbé Maury, d'Aniré (*ibid.* p. 180 et suiv.); — renvoi de l'arrêté au comité de Constitution (*ibid.* p. 191); — rapport et projet de décret présentés par Talleyrand-Perigord (7 mai, p. 643 et suiv.); — discussion: Dupont, Sieyes, Lanjuinais, d'André, abbé Couturier, Talleyrand-Perigord, *rapporteur*, abbé Couturier, Lucès, Treilhard, Lanjuinais, Briois-Beaumetz, Sieyes (*ibid.* p. 646 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 653).

ÉMIGRATION. Lanjuinais demande la mise à l'ordre du jour de la loi sur les émigrations (16 avril 1791, t. XXV, p. 130); — discussion : Gaultier-Biauzat, Le Bois-Desguays, de La Rochefoucault-Liancourt, Bouche, d'André (*ibid.*); — l'Assemblée décrète l'ordre du jour (*ibid.*).

EMMERY, député du tiers état du bailliage de Metz. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 150); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 223); — sur une lettre de l'évêque Porion (p. 224); — sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 234 et suiv.); — sur les fournitures de l'armée (p. 235); — sur des accusés détenus au ci-devant Châtelet (p. 250); — sur le ministre de la marine (p. 253); — sur un discours du roi (p. 325); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 559 et suiv.).

EMPRUNT NATIONAL DE 80 MILLIONS DE 1789. Rapport par Camus sur la vérification et le brûlement des effets entrés dans cet emprunt (29 avril 1791, t. XXV, p. 413 et suiv.); — discussion : de Folleville, Gaultier-Biauzat, Moreau (*ibid.*, p. 420); — adoption (*ibid.*).

Procès-verbaux de brûlement des effets entrés dans l'emprunt (*ibid.*, p. 432 et suiv.).

ENREGISTREMENT. Projet de décret présenté par Lucas sur les moyens d'éviter les fraudes sur les droits d'enregistrement (27 avril 1791, t. XXV, p. 353); — renvoi au comité d'imposition (*ibid.*).

ESCLAVAGE. — Voir *Colonies* et *Noirs*.

ESTOURMEL Marquis D^e, député de la noblesse du Cambresis. Parle sur une pétition (t. XXV, p. 63); — sur une demande d'appel nominal (p. 151). — Rend compte de l'installation de l'évêque du département du Nord (p. 232). — Parle sur le ministre de la marine (p. 251); — sur les pensions de l'ordre de Saint-Louis (p. 379); — sur l'affaire de Wissembourg (p. 425 et suiv.).

ÉTAT CIVIL. Bailly, maire de Paris, demande l'admission de la municipalité chargée de présenter à l'Assemblée une pétition relative aux actes de l'état civil (10 mai 1791, t. XXV, p. 720); — discussion : Gombert, Delavigne, Mougins, Tronchet, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely (*ibid.*); — l'Assemblée décide qu'elle entendra la municipalité de Paris (*ibid.*).

EVÊQUES. Rapport et projet de décret, présentés par Prugnon, sur le logement des évêques (9 mai 1791, t. XXV, p. 669 et suiv.); — discussion : un membre, Freteau (*ibid.*, p. 670); — adoption (*ibid.*).

EXPORTATION. Goudard présente un projet de décret relatif à l'exportation des bois situés sur les rives de la Meuse et dans le district de Gex (2 mai 1791, t. XXV, p. 489); — discussion : de Folleville (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*).

Adoption d'un projet de décret, présenté par Goudard, sur l'exportation des bois nécessaires au chauffage des troupes en garnison à Monaco (10 mai, p. 686).

F

FEODALITE. — Voir *Droits féodaux*.

FERMES. Adoption d'une rectification à la loi relative au bail passé avec l'ajudicataire général des fermes

(30 avril 1791, t. XXV, p. 452); — renvoi de ce décret à l'examen des comités des finances et d'imposition (1^{er} mai, p. 479); — rapport par d'Allarde (4 mai, p. 552); — adoption (*ibid.*).

FENNEL, député du tiers état du bailliage de Mirecourt. Parle sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (p. 611).

FINANCES. Aperçu de leur situation présenté par Bernigaud de Grange (15 avril 1791, t. XXV, p. 118 et suiv.).

FINANCES. Voir *Administration des finances*.

FLEURIEU (De), ministre de la marine. Écrit à l'Assemblée au sujet de la demande de retraite du major de vaisseau de La Bintinage (t. XXV, p. 166). — Écrit à l'Assemblée sur les mesures prises pour faire connaître le pavillon national aux puissances barbaresques (p. 231 et suiv.). — Envoie à l'Assemblée un paquet de lettres de M. de Village concernant les troubles de Saint-Domingue (p. 335). — Envoie à l'Assemblée le compte sommaire des recettes et des dépenses de la régie des vivres de la marine pour les années 1784 à 1790 (p. 561).

FOLLEVILLE (De), député de la noblesse du bailliage de Peronne, Roy et Montdidier. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 11); — sur la police des églises de Paris (p. 187); — sur les troubles d'Avignon (p. 238). — Est censuré (p. 252). — Parle sur les attributions du conseil du roi en matière de liquidation (p. 334, p. 344); — sur la prorogation du délai pour le paiement des biens nationaux (p. 353); — sur le brûlement des effets de l'emprunt de 1789 (p. 420); — sur l'exportation des bois (p. 489); — sur la réunion d'Avignon et du comtat Venaissin à la France (p. 500, p. 592, p. 593). — Est rappelé à l'ordre (p. 593, p. 600). — Parle sur les colonies (p. 641); — sur une pétition (p. 653).

FONCTIONNAIRES PUBLICS ECCLÉSIASTIQUES. Lettre du ministre de l'intérieur, de Lessart, au sujet de leur traitement (4 mai 1791, t. XXV, p. 550 et suiv.); — observations : Treillard (*ibid.*, p. 552); — renvoi aux comités de Constitution, des finances et ecclésiastique (*ibid.*).

FORÊTS. Rapport et projet de décret relatifs à un délit commis dans la forêt de Noyon, présentés par de Vismes (22 avril 1791, t. XXV, p. 240); — adoption (*ibid.*).

FOUCAULT-LARDIMALIE, député de la noblesse de la sénéchaussée du Périgord. Parle sur le rappel de congé du député Deschamps (t. XXV, p. 114).

FOURNIER DE LA CHARMIE, député du tiers état de la sénéchaussée du Périgord. Secrétaire (t. XXV, p. 658).

FRETEAU, député de la noblesse du bailliage de Melun. Parle sur le logement des évêques (t. XXV, p. 670); — sur le droit de pétition (p. 692, p. 695).

FRICAUD, député du tiers état du bailliage de Charolles. Parle sur l'installation du tribunal de cassation (t. XXV, p. 69).

GARDE DU ROI MINEUR. — Voir *Régence*.

GARDES NATIONALES. Projet de décret relatif à leur organisation, présenté par Rabaud-Saint-Etienne, au nom des comités de Constitution et militaire (20 avril 1791, t. XXV, p. 225 et suiv.); — discussion : Durand-Maillane, Martineau, Durand-Maillane, Prieur, Rabaud-Saint-Etienne, rapporteur, de Montlosier, Brillat-Savarin, Dupont de Nemours, Emmerly *ibid.* p. 218 et suiv.); — Rabaud-Saint-Etienne, rapporteur, Lanjuinais, Durand-Maillane, Demeunier, Durand-Maillane, Robespierre, Demeunier, Robespierre, Goupilleau, Lanjuinais, de Custine, Lanjuinais, de Custine, Robespierre, de Montlosier, Robespierre, d'André, Lucas, Robespierre, Rabaud-Saint-Etienne, rapporteur (27 avril, p. 364 et suiv.); — Robespierre, Dubois-Crancé, Petion, Rabaud-Saint-Etienne, rapporteur, de Noailles, Charles de Lameth (28 avril, p. 381 et suiv.); — art. 1^{er} : Buzot, Males, d'André, Robespierre *ibid.* p. 392 et suiv.; — adoption *ibid.* p. 394).
Rapport et projet de décret, présentés par Alexandre de Beauharnais, sur les gardes nationales susceptibles d'obtenir des places dans la gendarmerie nationale (9 mai, p. 670 et suiv.); — discussion : de Choiseul-Praslin, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, Alexandre de Beauharnais, rapporteur, Millet de Murau *ibid.* p. 671; — adoption *ibid.*

GAULTIER-BIAUZAT, député du tiers état de la sénéchaussée de Clermont en Auvergne. Parle sur une pétition (t. XXV, p. 63; — sur l'installation du tribunal de cassation p. 69; — sur le serment des fonctionnaires de l'enseignement p. 106; — sur la mise à l'ordre du jour de la loi sur les émigrations p. 130). — Appuie une motion de Lanjuinais relative à la liste civile (p. 131). — Parle sur une pétition (p. 132; — sur la police des églises de Paris (p. 178 et suiv.); — sur des secours à accorder à la ville de Dunkerque (p. 213; — sur une lettre du roi (p. 314, (p. 315); — sur l'organisation de la marine (p. 398; — sur le rappel de Dubois, absent sans congé p. 412; — sur le brûlement des effets de l'emprunt de 1789 (p. 420); — sur un moyen d'abréger la durée de l'appel nominal (p. 473); — sur la justification de Latude p. 636; — sur la navigation des bouches du Rhône (p. 637, (p. 638). — Demande que les corps administratifs soient mis en demeure de hâter l'évaluation des biens de leur arrondissement respectif (p. 662). — Parle sur la liquidation d'offices de judicature (p. 666; — sur l'organisation des corps de finances (p. 666 et suiv.), (p. 667, (p. 668; — sur le droit de pétition (p. 693; — sur le droit d'affiche (p. 701); — sur les colonies (p. 748).

GAUTHIER D'AUTTEVILLE, prévôt général des maréchaussées du Dauphiné. Rend compte de forfaits commis à l'ombre du civisme et de l'anarchie (t. XXV, p. 685; — renvoi de son rapport au comité militaire *ibid.*).

GENDARMERIE. De Noailles demande la présentation d'un projet de décret relatif à son organisation (9 mai 1791, t. XXV, p. 671; — de La Rochefoucauld-Liancourt appuie cette motion *ibid.*).

Rapport et projet de décret, présentés par Alexandre de Beauharnais, sur la suppression de la compagnie de l'hôtel et sur sa formation en deux nouvelles compagnies de la gendarmerie nationale (10 mai, p. 716 et suiv.); — Delavigne demande qu'il soit distribué un exemplaire du rapport à chaque garde actuel (*ibid.* p. 717; — adoption de cette motion (*ibid.*); — discussion : section 1^{re}, titres I^{er} et II; adoption sans discussion (*ibid.*); — titre III :

adoption sans discussion des articles 1, 2, 3 et 4 (*ibid.*); — article 5 : un membre (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement *ibid.* p. 718; — article 6 : un membre (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 (*ibid.*); — titre IV : adoption sans discussion (*ibid.* et p. suiv.); — titre V : adoption sans discussion de l'article 1^{er} (*ibid.* p. 719; — article 2 : un membre *ibid.*; — adoption avec amendement *ibid.*; — adoption sans discussion des articles 3, 4, 5, 6 et 7 (*ibid.*); — section II : adoption sans discussion des titres I et II (*ibid.* et p. suiv.); — Alexandre de Beauharnais propose quelques articles additionnels dont il demande le renvoi aux comités (*ibid.* p. 720; — adoption de cette motion (*ibid.*).

GENDARMERIE. — Voir *Gardes nationales*.

GEOFFROY, député du tiers état du bailliage de Charolles. Secrétaire (t. XXV, p. 325).

GÉRARD (de Rennes), député du tiers état de la sénéchaussée de Rennes. Parle sur les droits féodaux (t. XXV, p. 3; — sur une demande de pension des enfants du maréchal de Lowendal (p. 377).

GERMAIN, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur la profession de courtier et d'agent de change (t. XXV, p. 98; — sur la création de petits assignats (p. 598 et suiv.).

GIROT-POUZOL, député du tiers état de la sénéchaussée de Riom. Parle sur la police des églises de Paris (t. XXV, p. 187 et suiv.).

GOBEL, évêque de Paris. Demande à être reçu par l'Assemblée (t. XXV, p. 310). — Est admis à la barre (p. 334; — son discours à l'Assemblée (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression de son discours et de la réponse du Président (*ibid.* p. 335).

GODARD, commissaire civil. Fait un rapport sur les troubles du département du Lot (t. XXV, p. 273 et suiv.).

GOMBERT, député du tiers état du bailliage de Chaumont-en-Bassigny. Demande au comité d'imposition de faire son rapport sur la répartition des contributions foncière et mobilière (t. XXV, p. 10). — Parle sur la destination des biens paroissiaux (p. 621); — sur les commis de l'ancienne régie (p. 686 et suiv.); — sur les actes de l'état civil (p. 720).

Gossin, député du tiers état du bailliage de Bar-le-Duc. Fait un rapport sur des pétitions (t. XXV, p. 131). — Présente un projet de décret sur la délimitation de deux départements (p. 341 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la liquidation des offices des agents de change de Paris (p. 511).

GODARD, député du tiers état de la sénéchaussée de Lyon. Fait un rapport sur l'organisation générale de l'administration des douanes (t. XXV, p. 260 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif à l'exportation des bois situés sur les rives de la Meuse et dans le district de Gex (p. 489). — Présente un projet de décret sur l'exportation des bois nécessaires au chauffage des troupes en garnison à Monaco (p. 686). — Fait un rapport sur les commis de l'ancienne régie générale (p. 686).

GOUPII-PRÉFELS, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Alençon. Parle sur les droits féodaux (t. XXV, p. 3 et suiv.); — sur l'organisation du ministère (p. 14); — sur le serment des fonctionnaires de l'enseignement (p. 106); — sur la police des églises de Paris (p. 180 et suiv.). — Rend compte de l'installation

- du tribunal de cassation (p. 231). — Parle sur l'organisation de la marine (p. 243); — sur une lettre du roi (p. 314); — sur une pétition (p. 472); — sur un moyen d'abrèger la durée de l'appel nominal (p. 473); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 491 et suiv.), (p. 530 et suiv.), (p. 593, (p. 594); — sur une pétition p. 657; — sur le droit de pétition (p. 693); — sur le droit d'affiche (p. 698).
- G**
- GOUVILLEAU**, député du tiers état de la sénéchaussée du Poitou. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 199); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 366); — sur le droit de pétition (p. 693), (p. 696).
- GOUY D'ARSY DE**, député de Saint-Domingue. Parle sur la création de petits assignats (t. XXV, p. 430 et suiv.); — sur les colonies (p. 744 et suiv.), (p. 748 et suiv.).
- GRÉGOIRE** (Abbé), député du clergé du bailliage de Nancy. Parle sur les colonies (p. 638); — sur le droit de pétition (p. 687 et suiv.); — sur les colonies et l'esclavage (p. 737 et suiv.).
- GUALBERT** (De), député de la Guadeloupe. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 20 et suiv.), (p. 198, (p. 200), (p. 213, (p. 216, (p. 217); — sur les pensions de l'ordre de Saint-Louis (p. 379).
- GUILLAUME**, député du tiers état de Paris hors les murs. Présente, au nom du comité ecclésiastique, un projet de décret concernant les circonscriptions, réunions et suppressions de paroisses dans la ville de Metz (t. XXV, p. 1 et suiv.).
- GUILLOTIN**, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur un moyen d'abrèger la durée de l'appel nominal (p. 473).
- GUINEBAUD DE SAINT-MESME**, député du tiers état de la sénéchaussée de Nantes. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 149).
- GUIRAULT**, citoyen de Bordeaux. Présente un moyen d'abrèger la durée de l'appel nominal (t. XXV, p. 472 et suiv.).
- H**
- HOMMES DE COULEUR**. — Voir *Noirs*.
- HÔPITAUX DE ROUEN**. Rapport et projet de décret, présentés par Lecouteux de Canteleu, sur un prêt à faire, par la caisse de l'extraordinaire, aux hôpitaux de Rouen (10 mai 1791, t. XXV, p. 709 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 710).
- HOUDON**. Fait hommage à l'Assemblée nationale du buste de Mirabeau (t. XXV, p. 239).
- HUBER**, commissaire de la trésorerie. Renvoie aux commissaires chargés d'examiner l'accusation d'agiotage, portée contre lui par Buzot, d'une lettre concernant cette accusation (t. XXV, p. 354). — Donne sa démission de commissaire de la trésorerie (p. 602 et suiv.).
- I**
- IMPOSITIONS**. Présentation par Dupont (*de Nemours*) d'un projet de décret relatif à l'abolition de l'abonnement accordé à la ville de Toulouse pour ses impositions ordinaires (3 mai 1791, t. XXV, p. 512); — discussion: un *membre* (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*).
- IMPOSITIONS LOCALES**. *Carcassonne (ville haute)*. Présentation par Ramel-Nogaret d'un référé du directeur du département de l'Aude (26 avril 1791, t. XXV, p. 342 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'ordre du jour (*ibid.*, p. 343).
- INVALIDES DE LA MARINE**. — Voir *Caisse des Invalides de la marine*.
- INVIOIABILITÉ DE LA PERSONNE DU ROI**. Opinion, non prononcée, de Duval d'Eprémessuil (14 avril 1791, t. XXV, p. 102 et suiv.).
- J**
- JESSÉ DE**, député de la noblesse de la sénéchaussée de Beziers. Parle sur la police des églises de Paris (t. XXV, p. 181); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 494 et suiv.).
- JURANDES**. Rapport et projet de décret sur leur abolition, présentés par d'Allarde, au nom du comité des contributions publiques (20 avril 1791, t. XXV, p. 212); — adoption sans discussion (*ibid.*).
- K**
- KELLERMANN**, maréchal de camp, commandant les troupes du département du Bas-Rhin. Ses lettres concernant l'insurrection du régiment de Beauvois à Wissembourg (t. XXV, p. 167).
- L**
- LABORIE**, lieutenant-colonel. Adresse une plainte à l'Assemblée contre de Castries et de La Luzerne, anciens ministres de la marine (4 mai 1791, t. XXV, p. 550); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).
- LA COUDRAY**. — Voir *Loyens de La Coudray*.
- LAFAYETTE** (De), député de la noblesse de la sénéchaussée de Riom. Parle sur les colonies (t. XXV, p. 753).

- LA GALISSONNIÈRE (De)**, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Anjou. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 77 et suiv.); — sur les récompenses à accorder aux dénonciateurs de la fabrication des faux assignats p. 611.
- LA GROYE.** — Voir *Ménard de La Groye*.
- LA LUZERNE (De)**, ancien ministre de la marine. Plainte adressée contre lui à l'Assemblée par le lieutenant-colonel Laborie (t. XXV, p. 550).
- LA MARCK.** — Voir *Artemberg de La Marck*.
- LAMETH (Alexandre de)**, député de la noblesse du bailliage de Péronne, Roy et Montdidier. Présente, au nom du comité militaire, un projet de décret sur l'avancement dans l'artillerie (t. XXV, p. 133 et suiv.); — le défend p. 133. — Parle sur une lettre du roi (p. 314).
- LAMETH (Charles de)**, député de la noblesse de la province d'Artois. Parle sur le ministre de la marine (t. XXV, p. 253); — sur la création de petits assignats (p. 351 et suiv.); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 391 et suiv.); sur les invalides de la marine (p. 401); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 469); — sur la fonte des cloches pour les mettre en monnaie (p. 485); — sur la création de petits assignats (p. 487 et suiv.); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 542 et suiv.); — sur la création de petits assignats (p. 606 et suiv.).
- LANGEAIS**, député du tiers état de la sénéchaussée de Rennes. Présente, au nom du comité central de liquidation, une nouvelle rédaction des articles 3 et 4 du titre II du projet relatif à la liquidation des dettes des corps et établissements supprimés (t. XXV, p. 63); — retire les articles 5 et 6 du titre II du même projet (*ibid.*); — présente une nouvelle rédaction de l'article II devenu article 9 (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur le serment des fonctionnaires de l'enseignement (p. 106); — sur l'organisation de la marine (p. 107); — Demande la mise à l'ordre du jour de la loi sur les émigrations (p. 130). — Demande que les comités chargés de préparer un projet de loi relatif à la liste civile rendent compte de leurs travaux (*ibid.* et p. suiv.). — Présente un projet de décret sur les attributions du conseil du roi en matière de liquidation (p. 157 et suiv.). — Annonce que les ecclésiastiques fonctionnaires de la Corse ont tous prêté serment à l'exception de trois (p. 175). — Parle sur la police des églises de Paris (p. 182, p. 183). — Présente, au nom du comité ecclésiastique, des projets de décrets sur les circonscriptions des paroisses dans différentes villes (p. 232 et suiv.), (p. 326 et suiv.). — Présente un projet de décret concernant les attributions du comité de liquidation (p. 334). — Parle sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 362, p. 363); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 365, p. 366 et suiv.). — Présente un projet de décret concernant la circonscription des paroisses dans différents départements (p. 375 et suiv.); — sur une demande de pension des enfants du maréchal de Lowndal (p. 378). — Présente un projet de décret concernant la circonscription des paroisses de la ville d'Angoulême (p. 412 et suiv.). — Parle sur le remboursement d'une somme de 400,000 livres à la ville de Strasbourg (p. 512); — sur les impositions de la ville de Toulouse (p. 513). — Présente plusieurs projets de décrets sur la liquidation (p. 553 et suiv.), (p. 591). — Fait un rapport sur la destination des biens paroissiaux (p. 619 et suiv.). — Parle sur la police des églises de Paris (p. 650 et suiv.), p. 653; — sur le transport des cendres de Voltaire à Paris (p. 664); — sur l'organisation des corps de finances (p. 667, p. 672).
- LA PEYROUSE.** Rapport par Defermon sur l'impression des relations et cartes concernant son voyage (22 avril 1791, t. XXV, p. 250); — discussion: Millet de Muiron demande, outre cette impression, le paiement à M^{me} de La Peyrouse du traitement de son mari jusqu'au retour des bâtiments envoyés à sa recherche (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 251).
- LA PEYROUSE M^{me} DE.** Écrit à l'Assemblée pour la remercier du décret rendu en sa faveur (t. XXV, p. 344 et suiv.).
- LA POULE**, député du tiers état du bailliage de Besançon. Parle sur le serment des fonctionnaires de l'enseignement (t. XXV, p. 106).
- LA REVELLÈRE-LÉPEAUX**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Anjou. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 218); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 550).
- LA ROCHEFOUCAULD (De)**, député de la noblesse de la ville de Paris. Fait partie d'une délégation du directeur du département de Paris, chargée de faire connaître à l'Assemblée les mesures prises pour le voyage du roi à Saint-Cloud (t. XXV, p. 197). — Parle sur l'organisation des corps de finances (p. 677); — sur le droit de pétition (p. 692).
- LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT (De)**. Parle sur la profession de courtier et d'agent de change (t. XXV, p. 99); sur le serment des fonctionnaires de l'enseignement (p. 107); — sur la mise à l'ordre du jour de la loi — sur les émigrations (p. 130); — sur le renvoi au comité du projet d'organisation de la marine (p. 151); — sur l'adresse de la principauté de Porrentruy (p. 209 et suiv.); — sur les affaires de Wissembourg (p. 423 et suiv.); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 489 et suiv.), (p. 557, p. 560, p. 585, p. 619); — sur l'organisation des corps de finances (p. 668). — Demande que le ministre de la guerre soit chargé de faire un rapport sur la situation morale de l'armée (p. 671). — Demande que le comité de Constitution soit tenu de rendre compte de l'état de formation de la gendarmerie (*ibid.*).
- LASSNIER DE VAUSSENAY**, député du tiers état de la sénéchaussée du Maine. Donne sa démission (t. XXV, p. 188).
- LA TOUR-MAUBOURG**, député de la noblesse de la sénéchaussée du Puy-en-Velay. Parle sur les troubles d'Avignon (p. 236 et suiv.), (p. 237 et suiv.); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 501), (p. 558 et suiv.), (p. 585).
- LA TOUR-TAXIS (Charles-Anselme, prince DE)**. Réclame contre les décrets de l'Assemblée, au nom des Etats d'Empire possessionnés en Alsace et en Lorraine (t. XXV, p. 587).
- LATUDE**. Écrit à l'Assemblée pour lui demander de se justifier (7 mai 1791, t. XXV, p. 656); — discussion: Prieur, plusieurs membres, Gaultier-Biauzat, Prieur (*ibid.*); — renvoi au comité des rapports (*ibid.* p. 657).
- LAURENDEAU**, député du tiers état du bailliage d'Amiens et Ham. Parle sur la pétition du sieur Villemotte (t. XXV, p. 480).
- LAVENCE**, député du tiers état de la sénéchaussée de Bazas. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 198); — sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 617); — sur la destination des biens paroissiaux (p. 621); — sur les colonies (p. 642).
- LAVIE**, député du tiers état de Belfort et Huningue.

- Parle sur le rappel de congé du député Deschamps** (t. XXV, p. 114). — Secrétaire (p. 325). — Parle sur la prorogation du délai fixé pour le paiement des biens nationaux (p. 353). — Lit une lettre du procureur général syndic du département de Seine-et-Oise sur les troubles arrivés à Versailles (p. 395). — Annonce la mort de Lecesve (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaisin à la France (p. 531); — sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 618).
- LA VILLE-LEROUX**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Hennebont. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 198).
- LE BOIS-DESGUAYS**, député du tiers état du bailliage de Montargis. Parle sur la mise à l'ordre du jour de la loi sur les émigrations (t. XXV, p. 130); — sur le renvoi au comité du projet d'organisation de la marine (p. 151); — sur l'organisation de la marine (p. 246); — sur la création de petits assignats (p. 431); — sur le droit des militaires d'assister aux réunions des sociétés des amis de la Constitution (p. 480); — sur la liquidation d'offices de judicature (p. 666).
- LEBRON**, député du tiers état du bailliage de Dourdan. Parle sur les douanes (t. XXV, p. 272).
- LECESVE**, député du clergé de la sénéchaussée du Poitou. Sa mort annoncée par Lavie (t. XXV, p. 395 et suiv.).
- LE CHAPELIER**, député du tiers état de la sénéchaussée de Rennes. Présente un projet de décret relatif au serment des fonctionnaires de l'enseignement (t. XXV, p. 103 et suiv.). — Parle sur l'organisation de la marine (p. 114 et suiv.), (p. 115 et suiv.), (p. 116, p. 117); — sur le procès-verbal (p. 191); — sur l'organisation de la marine (p. 198 et suiv.); — sur les fournitures de l'armée (p. 236). — Demande que les comités d'agriculture et de commerce et de la marine préparent un projet de décret relatif au nombre des marins employés au service des douanes (p. 326). — Fait un rapport sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 360 et suiv.); — le défend (p. 361, p. 362, p. 363, p. 364). — Parle sur les invalides de la marine (p. 401); — sur l'affaire de Wissembourg (p. 426); — sur l'organisation des corps de la marine (p. 668). — Fait un rapport sur le droit de pétition et d'affiche (p. 678 et suiv.). — Est rappelé à l'ordre (p. 691). — Parle sur le droit de pétition et d'affiche (p. 690 et suiv.), (p. 694), p. 695 et suiv., p. 697, p. 700. — Fait un rapport sur la formation de la haute cour nationale (p. 714 et suiv.).
- LECLERC**, député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur la création de petits assignats (t. XXV, p. 430).
- LECOUTEUX DE CANTELEU**, député du tiers état de la ville et du bailliage de Rouen. Parle sur la profession de courtier et d'agent de change (t. XXV, p. 99); — sur l'organisation de la marine (p. 199); — sur la fonte des cloches pour les mettre en monnaie (p. 485); — sur la création de petits assignats (p. 624 et suiv.). — Fait un rapport sur un prêt à faire, par la caisse de l'extraordinaire, aux hôpitaux de Rouen (p. 709 et suiv.).
- LE COZ**, évêque de Rennes. Varin annonce son installation (t. XXV, p. 669).
- LE FEBVRE**, député du clergé du bailliage d'Amiens et Ham. Parle sur les douanes (t. XXV, p. 272).
- LEGRAND**, député du tiers état du bailliage de Berry. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 198), (p. 216); — sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 362). — Présente un projet de décret sur les circonscriptions des paroisses de plusieurs villes (p. 364). — Parle sur les troubles d'Avignon (p. 381). — Présente un projet de décret sur la circonscription des paroisses de la ville de Dijon (p. 533). — Parle sur le droit d'affiche (p. 698).
- LELAY-GRANTUGEN**, député du tiers état de la sénéchaussée de Morlaix et Lannion. Son opinion, non prononcée, sur les domaines congéables (t. XXV, p. 728 et suiv.).
- LÉOPOLD II**, empereur d'Autriche. Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angely*) dénonce son prétendu manifeste (8 mai 1791, t. XXV, p. 667); — lettre de Montmorin y relative (*ibid.*).
- LESSART (DE)**, ministre de l'intérieur. Envoie au Président un paquet de documents concernant les troubles d'Avignon (t. XXV, p. 328). — Écrit à l'Assemblée au sujet des traitements des fonctionnaires publics ecclésiastiques et des dépenses des corps administratifs et des tribunaux de districts (p. 550 et suiv.). — Écrit à l'Assemblée au sujet de la démission du sieur Huber, commissaire de la trésorerie (p. 602 et suiv.).
- LE TELLIER**, député du tiers état du bailliage de Chartres. Parle sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (t. XXX, p. 611); — sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 617), (p. 660).
- LIQUIDATION**. Lanjuinais présente une nouvelle rédaction des articles 3 et 4 du projet relatif à la liquidation des dettes des corps et établissements supprimés (14 avril 1791, t. XXV, p. 63); — adoption (*ibid.*); — retrait des articles 5 et 6 (*ibid.*); — adoption de l'article 9 (ancien art. 11) modifié (*ibid.*, p. 64). — Projet de décret concernant différentes liquidations d'offices présenté par Régnier (14 avril p. 64 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 68). — Projet de décret, présenté par Camus, sur le remboursement à diverses personnes de ce qui leur revient en exécution de décrets précédents (17 avril p. 153 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 157). — Projet de décret présenté par Lanjuinais, au nom du comité de liquidation, sur l'autorité des arrêts du conseil du roi en matière de liquidation (17 avril p. 157 et suiv.); — discussion: Lanjuinais, rapporteur, Bouche, Buzot, de Folleville, Camus (25 avril, p. 334); — Camus, de Folleville (26 avril, p. 344); — adoption du projet de décret présenté par Camus (*ibid.*); — addition proposée par Buzot (27 avril, p. 353); — discussion: Martineau, Camus (*ibid.*); — l'Assemblée décrète l'ordre du jour sur la motion de Buzot (*ibid.*).
- Rapport par Audier-Massillon, au nom du comité de judicature, sur la liquidation des offices d'expéditionnaires en cour de Rome (23 avril, p. 311 et suiv.); — discussion: Audier-Massillon, rapporteur, Berthureau (10 mai, p. 680); — adoption (*ibid.*).
- Projet de décret ordonnant le remboursement de plusieurs parties de la dette de l'arrière des départements de la maison du roi, de la guerre et des finances présenté par Arnould (25 avril, p. 328 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 333).
- Projet de décret relatif à la liquidation des états des finances de 1788 et 1789 et des gages des ci-devant cours souveraines, présenté par Arnould (25 avril, p. 333 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 334); — adoption de deux articles additionnels présentés par Lanjuinais (4 mai, p. 554).
- Adoption d'un projet de décret, présenté par Régnier, sur la liquidation de l'office de lieutenant général de l'amirauté d'Arles (26 avril, p. 343).
- Présentation par Régnier d'un projet de décret sur la liquidation des offices de judicature du ci-devant parlement d'Aix (26 avril, p. 343); — discussion: Mongins, Menard de La Groye (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

Adoption d'un projet de décret, présenté par Gos-
sin, sur la liquidation des offices des agents de
change de Paris (3 mai, p. 511).

Adoption d'un projet de décret sur la demande des
arrérages du secours annuel accordé sur le Trésor
public au collège anglais de Saint-Omer (3 mai,
p. 511).

Adoption d'un projet de décret portant rembourse-
ment de plusieurs parties de la dette arriérée du de-
partement de la maison et de la bibliothèque du roi
(3 mai, p. 514 et suiv.).

Rapport et projet de décret relatif au traitement
du directeur général de la liquidation et de ses com-
mis, présentés par Camus (4 mai, p. 512) ; — dis-
cussion : Buzot, Armand, Rabaud-Saint-Etienne
(*ibid.*) ; — adoption (*ibid.* p. 534).

Adoption d'un projet de décret, présenté par Lan-
juinais, sur la liquidation des offices des receveurs
particuliers des finances et des receveurs de décimes
(4 mai, p. 533 et suiv.).

Projet de décret, présenté par Lanjuinais, relatif
aux acquisitions de commissions aux officiers de la
maison du roi (4 mai, p. 534) ; — discussion : plu-
sieurs membres (*ibid.*) ; — adoption avec amende-
ment (*ibid.*).

Adoption d'un projet de décret, présenté par Lan-
juinais, relatif au remboursement de diverses augmen-
tations de gages et taxations (5 mai, p. 591).

Présentation, par Vieillard, d'un projet de décret
sur la liquidation de plusieurs offices de judicature
(8 mai, p. 662 et suiv.) ; — discussion : Vieillard,
rapporteur, Camus, Devillas, Camus, Thourret, Le
Bois-Desguays, Gaultier-Biauzat, Vieillard, *rap-
porteur* *ibid.* p. 665 et suiv.) ; — adoption (*ibid.*
p. 666).

LISTE CIVILE. Lanjuinais demande que les comités char-
gés de préparer un projet de loi relatif à la liste civile
rendent compte de leurs travaux (16 avril 1791, t. XXV,
p. 130 et suiv.) ; — est entendu : Gaultier-Biauzat
(*ibid.* p. 131) ; — adoption de la motion de Lanju-
inais (*ibid.*).

LIVRÉ, député du tiers état de la sénéchaussée du Maine.
Présente, au nom du comité de salubrité, un projet de
décret relatif à l'exercice de la pharmacie (t. XXV,
p. 64).

LOIS. Motion de Prugnon tendant à ne pas faire imprimer
les lois qui ne regardent que des établissements
particuliers (20 avril 1791, t. XXV, p. 211) ; — adop-
tion (*ibid.*) ; — texte du décret (*ibid.* p. 212).

LORRAINE. — Voir *Alsace et Lorraine*.

LOT (Département du). — Voir *Troubles*.

LOUIS XVI. Se rend à l'Assemblée et se plaint de la ré-
sistance apportée à son départ pour Saint-Cloud
(t. XXV, p. 200 et suiv.) ; — sur la demande de
Noailles et Briois-Beaumetz, l'Assemblée décrète
l'impression de son discours et de la réponse du Pré-
sident (*ibid.* p. 201) ; — incident : de Blacons, de
Cazalès, Røederer (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée
décrète l'ordre du jour (*ibid.* p. 202).

Lettre sur son attachement à la Constitution écrite,
en son nom, aux ambassadeurs de France, par le mi-
nistre des affaires étrangères 23 avril p. 312
et suiv.) ; — discussion : Alexandre de Lameth, Gau-
tlier-Biauzat, Barrère, Robespierre, Alexandre de La-
meth, abbé Colaud de La Salcette, d'Aremberg de La
Marek, Gaultier-Biauzat, Moreau, Dubois-Crancé (*ibid.*
p. 314 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il sera
nommé une députation pour porter au roi l'expression
de ses sentiments et que la lettre sera envoyée à tous
les départements et à tous les corps d'armée de terre et
de mer et aux colonies (*ibid.* p. 315) ; — liste des
membres de la députation (*ibid.*) ; — discours du Pré-
sident et réponse du roi (*ibid.* p. 325).

LOWENDAL. Rapport par Camus sur une demande de
pension des enfants du maréchal Lowendal (28 avril

1791, t. XXV, p. 377) ; — discussion : Gérard, Lan-
juinais, Bouche (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.*).

LOYNES DE LA COUDRAY, député de la noblesse de la sé-
néchaussée du Poitou. Parle sur l'organisation de la
marine (t. XXV, p. 71 et suiv.), (p. 109), (p. 116),
(p. 195 et suiv.).

LUCAS, député du tiers état de la sénéchaussée de Mou-
lins. Parle sur le renvoi au comité du projet d'orga-
nisation de la marine (t. XXV, p. 151). — Présente
un projet de décret sur les moyens d'éviter les frau-
des sur les droits d'enregistrement (p. 353). — Parle
sur l'organisation du ministère (p. 360) ; — sur l'or-
ganisation des gardes nationales (p. 371) ; — sur la
réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France
(p. 540) ; — sur la police des églises de Paris (p. 653).

M

MALATESTE DE BEAUFORT, député du clergé de la séné-
chaussée d'Agon. Boussion dénonce son absence
(t. XXV, p. 472).

MALÈS, député du tiers état de la sénéchaussée du
Bas-Limousin. Parle sur l'organisation des gardes
nationales (p. 393).

MALLARD (Dame). — Voir *Nourrice du roi*.

MALOUET, député du tiers état de la sénéchaussée de
Riom. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV,
p. 87 et suiv.), (p. 109), (p. 115), (p. 117 et suiv.),
(p. 148 et suiv.), (p. 149), (p. 195), (p. 198). — Son
opinion non prononcée sur la violence faite au roi
dans la journée du 18 avril 1791 (p. 202 et suiv.).
— Parle sur l'organisation de la marine (p. 246),
(p. 247) ; — sur le ministre de la marine (p. 252) ;
— sur les cours d'eau et la pêche (p. 324) ; — sur
la création de petits assignats (p. 350 et suiv.) ; —
sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes
au conseil du roi (p. 364) ; — sur les pensions de
l'ordre de Saint-Louis (p. 379) ; — sur les troubles
d'Avignon (p. 380) ; — sur la réunion d'Avignon et
du Comtat Venaissin à la France (p. 496 et suiv.),
(p. 531), (p. 542), (p. 543) ; — sur les colonies (p. 642),
(p. 741), (p. 750 et suiv.).

MARINE. Suite de la discussion du projet de décret sur
l'organisation de la marine : Ricard de Séalt, de
Gualbert, de Vaudreuil (13 avril 1791, t. XXV, p. 15
et suiv.). — Nouveau projet de décret présenté par
le comité de la marine (*ibid.* p. 60 et suiv.) ; — re-
prise de la discussion : Louis Monneron, Loynes de
La Coudray (14 avril, p. 70 et suiv.) ; — de La
Galissonnière, Defermon, Malouet (p. 77 et suiv.) ; —
Lanjuinais, Defermon, Malouet, Defermon, Loynes de
La Coudray, Malouet, Defermon, Malouet, Loynes de
La Coudray, Defermon, de Champagny (15 avril,
p. 107 et suiv.) ; — Le Chapelier, Malouet, (*ibid.* p. 114
et suiv.) ; — article 1^{er} : de Champagny (*ibid.* p. 115) ;
— adoption (*ibid.*) ; — addition à l'article 1^{er} proposée
par de Champagny : Le Chapelier, de Crillon jeune,
de Broglie, d'André, de Champagny, Defermon, de
Noailles, Le Chapelier, Loynes de La Coudraye, Le
Chapelier (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décrète
l'ordre du jour (*ibid.* p. 116) ; — incident : Malouet,
Le Chapelier (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption des
articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 (*ibid.* p. 117) ;
— article 13 : un membre (*ibid.* et p. suiv.) ; — adop-
tion de l'article 13 amendé (*ibid.* p. 118) ; — discus-
sion sur le mode d'admission des aspirants : de
Sillery, *rapporteur*, Blin, un membre, Moreau-
Saint-Méry, Malouet, Defermon, Malouet, Defermon,
de Noailles, Le Chapelier, de Champagny, Duques-
noy, Guinebaud de Saint-Mesme, Arthur Dillon,
Moreau-Saint-Méry, de Champagny, de Sillery,
de Champagny, Emmery, d'André (16 avril p. 145
et suiv.) ; — incident : Lucas, Le Bois-Desguays,

de La Rochefoucauld-Liancourt, de Rostaing, Cottin, d'André, d'Estourmel, Mathieu de Montmorency, Dubois-Crancé, Salles, Dubois-Crancé, Prieur, d'André (*ibid.* p. 151 et suiv.); — l'Assemblée décide que le comité de la marine sera tenu de lui présenter les projets de décrets conformes aux opinions soutenues (*ibid.* p. 152); — rapport par Defermon (19 avril, p. 192 et suiv.); — reprise de la discussion : de Sillery (*ibid.* p. 193 et suiv.); — incident : Malouet, de Virieu (*ibid.* p. 195); — suite de la discussion : Blin (*ibid.*); — adoption des articles 14, 15, 16 (*ibid.*); — addition à l'article 16 : Loynes de La Coudray, de Sillery, de Champagny, de Sillery (*ibid.* et p. suiv.); — rejet (*ibid.* p. 196); — adoption des articles 17, 18 et 19 (*ibid.*); — adoption de l'article 20 (*ibid.* p. 198); — article 21 : de Rochebrune, Defermon, Lavenue, Malouet, Legrand, Dupont, Gualbert, Martineau, Defermon, La Ville-Leroux, Brillat-Savarain, Goupilleau, Populus, Leconteulx de Canteleu, de Menou, Bégouen, Defermon (*ibid.* p. 198 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 199); — adoption des articles 22 et 23 (*ibid.*); — article 24 : Gualbert, de Sillery, de Champagny (*ibid.* et p. suiv.); — Defermon, *rapporteur*, Blin, de Sillery, d'André, de Champagny, Moreau-Saint-Méry, Gualbert, de Rochegude (20 avril, p. 214 et suiv.); — adoption de l'article amendé (*ibid.* p. 213); — adoption sans discussion des articles 24 à 32 (*ibid.* et p. suiv.); — article 33 : Gualbert, Legrand, Moreau-Saint-Méry, Defermon, *rapporteur*, Millet de Mureau (*ibid.* p. 216); — adoption (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 34 et 35 (*ibid.* et p. suiv.); — article 36 : Gualbert, Moreau-Saint-Méry, Defermon, *rapporteur* (*ibid.* p. 217); — adoption avec amendement (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 37 à 47 (*ibid.* et p. suiv.); — article 48 : Gualbert (*ibid.* p. 218); — adoption (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 49 et 50 (*ibid.*); — article 51 : La Réveillère-Lépeaux (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — adoption sans discussion de l'article 52 (*ibid.*); — adoption d'une addition à l'article 50 proposée par de Sillery (21 avril, p. 230).

Rapport par Sillery sur les moyens d'appliquer les décrets relatifs à l'organisation de la marine (22 avril, p. 241 et suiv.); — discussion : adoption sans discussion de l'article 1^{er} (*ibid.* p. 245); — article 2 : Goupil-Préfeln, de Sillery, *rapporteur*, Le Bois-Desguays, de Champagny (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 246); — adoption des articles 3, 4 et 5 sans discussion (*ibid.*); — article 6 : Malouet, Dèmeunier, Defermon, Malouet, Dèmeunier, Defermon, Malouet, Millet de Mureau, Thouret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 247); — adoption sans discussion de l'article 7 (*ibid.*); — article 8 : Malouet, de Sillery, *rapporteur* (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — article 9 : un membre (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 248); — adoption sans discussion de l'article 10 (*ibid.*); — article 11 : un membre (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — article 12 : de Sillery, *rapporteur*, de Rochegude, Defermon, Millet de Mureau, Defermon (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 249); — adoption sans discussion des articles 13 à 20 (*ibid.*); — article 21 : adoption avec amendement (*ibid.*); — adoption sans discussion des articles 22 à 25 (*ibid.* et p. suiv.); — Renvoi au comité de l'article 1^{er} sur la demande de Bouche (23 avril, p. 253).

Rapport et projet de décret présentés par Defermon, au nom des comités de la marine et des pensions, sur les faits imputés au ministre de la marine pour avoir ordonné le paiement des appointements des ci-devant directeurs et intendants des bureaux de la marine (22 avril, p. 250); — discussion : d'Estourmel, Prieur, Arthur Dillon, de Folleville, Malonet, Camus, de Champagny, Charles de Lameth, Emmery (*ibid.* p. 251 et suiv.); — adoption du projet de décret du comité (*ibid.* p. 259); — discussion sur un article additionnel présenté par Defermon, au nom du comité de la marine : Gaultier-Biauzat, plusieurs membres (28 avril, p. 397 et suiv.); — rejet (*ibid.* p. 398); — texte de l'ensemble du projet de décret amendé (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 401); — adoption sans discussion d'un article additionnel présenté

par de Sillery, au nom du comité de la marine (1^{er} mai, p. 480).

De Fleuriou, *ministre de la marine*, envoie à l'Assemblée le compte sommaire des recettes et des dépenses de la régie des vivres de la marine pour les années 1784 à 1790 (4 mai, p. 561).

MARINE. — Voir *Caisse des Invalides de la marine*.

MARTINEAU, député du tiers état de la ville de Paris. Demande l'impression d'un travail de M. Aubry-du-Bochet sur les contributions foncière et mobilière (t. XXV, p. 10). — Demande que les ministres soient tenus de présenter incessamment au comité des finances leurs vues sur l'organisation de leurs bureaux (p. 70). — Parle sur l'organisation de la marine (p. 198); — sur des secours à accorder à la ville de Dunkerque (p. 213); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 219); — sur l'autorité du conseil en matière de liquidation (p. 353); — sur les troubles d'Avignon (p. 373); — sur la pétition du sieur Villemotte (p. 480); — sur la création de petits assignats (p. 484); — sur le remboursement d'une somme de 400,000 livres à la ville de Strasbourg (p. 512). — Demande le renvoi au comité de Constitution du décret relatif aux avocats et procureurs aux anciens tribunaux et au Conseil du roi (p. 550). — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 585), (p. 586), (p. 631); — sur les commis de l'ancienne régie (p. 686). — Dénonce les manœuvres employées pour détourner les habitants des campagnes de faire des déclarations justes sur la valeur de leurs biens (p. 736).

MARTINIQUE. — Voir *Troubles*.

MAURY (Abbé), député du clergé du bailliage de Péronne, Roy et Montdidier. Parle sur la police des églises de Paris (t. XXV, p. 188 et suiv.). — Est censuré (p. 191). — Parle sur les invalides de la marine (p. 401), (p. 402); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 467 et suiv.), (p. 472), (p. 475), (p. 476), (p. 498), (p. 531), (p. 532 et suiv.), (p. 541), (p. 542), (p. 546), (p. 560). — Est rappelé à l'ordre (p. 596). — Fait remarquer que l'Assemblée n'est pas en nombre (p. 620). — Parle sur la création de petits assignats (p. 629 et suiv.), (p. 632); — sur une pétition (p. 653); — sur la navigation des bouches du Rhône (p. 657 et suiv.); — sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 659 et suiv.); — sur le droit de pétition (p. 693).

MÉNARD DE LA GROYE, député du tiers état de la sénéschaussée du Maine. Parle sur la liquidation des offices du judiciaire du ci-devant parlement d'Aix (t. XXV, p. 343).

MENONVILLE DE VILLIERS (DE), député de la noblesse du bailliage de Mirecourt. Parle sur l'avancement dans l'artillerie (t. XXV, p. 143).

MENOU (DE), député de la noblesse du bailliage de Touraine. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 13), (p. 14). — Présente, au nom du comité militaire, un projet de décret relatif aux soldats auxiliaires (p. 132). — Parle sur le recrutement des soldats auxiliaires (p. 133); — sur l'organisation de la marine (p. 199); — sur l'adresse de la principauté de Porentruy (p. 209); — sur les troubles d'Avignon (p. 237), (p. 238). — Demande la remise au 28 avril de son rapport sur les troubles d'Avignon (p. 343); — demande une seconde fois la remise de la lecture de son rapport (p. 373). — Fait un rapport sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 452 et suiv.); — le défend (p. 466 et suiv.), (p. 472), (p. 533), (p. 540), (p. 541 et suiv.), (p. 543 et suiv.).

MERLIN, député du tiers état du bailliage de Douai et Orchies. Propose, au nom du comité féodal, diverses modifications et quelques articles additionnels aux décrets relatifs aux droits féodaux (t. XXV, p. 3 et suiv.). — Présente le texte du projet de décret relatif

- à l'ajournement de la discussion sur les cours d'eau (p. 341). — Présente un projet de décret sur la forme de procéder dans les tribunaux établis dans les villes où l'ordonnance de 1667 n'a jamais été publiée (p. 397). — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 536 et suiv.), (p. 560). — Présente une pétition des officiers municipaux de Douai (p. 657).
- MEYER**, député du tiers état d'Alsace. Présente un projet de décret sur la construction des digues pour assurer la navigation des bouches du Rhône (t. XXV, p. 657).
- MILLET**, député du clergé du bailliage de Dourdan. Demande un congé (t. XXV, p. 64). — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 549).
- MILLET DE MUREAU**, député de la noblesse de la sénéchaussée de Toulon. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 216) (p. 247), (p. 248). — Demande que le traitement de La Peyrouse soit payé à sa femme jusqu'au retour des bâtiments envoyés à sa recherche (p. 250 et suiv.). — Parle sur les invalides de la marine (p. 402); — sur la destination des biens paroissiaux (p. 621); — sur les gardes nationales (p. 671).
- MINISTÈRE**. Suite de la discussion du projet de décret relatif à son organisation. Texte du projet de décret relatif aux attributions du ministre de la marine et des colonies (13 avril 1791, t. XXV, p. 10 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 11); — texte du projet de décret relatif aux attributions du ministre des contributions et revenus publics (*ibid.*); — discussion: de Folleville, Robespierre, Dêmeunier, Durand-Mailano (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 12); — texte du projet de décret relatif aux attributions du ministre de l'intérieur (*ibid.*); — discussion sur le paragraphe 2: Pétion de Villeneuve, Prieur, Buzot, Regnaud (*de Saint-Jean-d'Angély*), Dêmeunier, Buzot, Dêmeunier, Prieur, de Menou, d'André, Robespierre, Briois-Beaumetz, Duhois-Crancé, Buzot, Dêmeunier, Anson, Dêmeunier (*ibid.* et p. suiv.); — adoption du paragraphe 2 modifié (*ibid.* p. 14); — paragraphe 7: Goupil-Préfeln, de Montlosier, de Menou, Dêmeunier, (*ibid.*); — adoption du paragraphe 7 modifié (*ibid.*); — texte du projet de décret modifié (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 15); — adoption de l'article relatif au nombre des ministres (*ibid.*); — discussion sur l'article relatif aux pensions de retraite des ministres: Robespierre, Dêmeunier, (*ibid.*); — rejet de l'article (*ibid.*); — discussion des dispositions relatives à la sûreté de l'Etat: Dêmeunier, Pétion, Dêmeunier, Regnault (*de Saint-Jean-d'Angély*), Robespierre (14 avril, p. 68); — renvoi aux comités de Constitution et de revision réunis (*ibid.*); — observations: de Sillery, Anthoine, Dêmeunier, Prieur, Dêmeunier (*ibid.* et p. suiv.); — opinion non prononcée de Barrère (*ibid.* p. 91 et suiv.); — nouveau rapport par Dêmeunier au nom du comité de Constitution: 1° sur l'action contre le Trésor public; 2° sur les qualités requises pour être ministre; 3° sur le recours en matière de contributions directes; 4° sur les dépenses imprévues; 5° sur l'article 28 (27 avril, p. 356 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 357); — texte de l'ensemble du projet modifié (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 360); — observations: Lucas, Dêmeunier, rapporteur, Buzot, Dêmeunier, rapporteur (*ibid.*).
- MIRABEAU**. Houdon fait hommage de son buste à l'Assemblée (t. XXV, p. 239).
Teissier, sculpteur, fait hommage de son buste à l'Assemblée (p. 610).
- MONNAIES**. De Cussy annonce la constitution de la commission des monnaies (10 mai 1791, t. XXV, p. 686).
- MONNAIES**. — Voir *Cloches*.
- MONNERON** (Louis), député de l'île de France et des Indes orientales. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 70 et suiv.); — sur les colonies (p. 744).
- MONTESQUIOU** (De), député de la noblesse de Paris. Fait un rapport sur les recettes et dépenses de l'année 1791 et présente trois projets de décrets y relatifs (t. XXV, p. 160 et suiv.). — Parle sur la création de petits assignats (p. 483 et suiv.), (p. 485 et suiv.); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 549); — sur la création de petits assignats (p. 601), (p. 631); — son opinion, non prononcée, sur le même objet (p. 633 et suiv.).
- MONTLOSIER** (De), député de la noblesse de la sénéchaussée de Riom. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 14); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 222 et suiv.); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 500), (p. 531), (p. 542), (p. 544), (p. 560).
- MONTMORENCY** (Mathieu DE), député de la noblesse du bailliage de Montfort-l'Amaury. Parle sur une demande d'appel nominal (t. XXV, p. 151); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 550).
- MONTMORIN**, ministre des affaires étrangères. Envoie au président de l'Assemblée les actes de prestation de serment de l'ambassadeur de France à la Porte ottomane et des chargés d'affaires de France à Malte et à Moscou (t. XXV, p. 15). — Communique une lettre écrite aux ambassadeurs, au nom du roi (p. 312 et suiv.). — Sa lettre sur le refus du pape de recevoir un ambassadeur ayant prêté le serment exigé des fonctionnaires (p. 587 et suiv.). — Sa lettre au sujet d'un prétendu manifeste de l'empereur Léopold II (p. 667).
- MOREAU**, député du tiers état du bailliage de Touraine. Parle sur une lettre du roi (t. XXV, p. 315); — sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 362); — sur le brûlement des effets de l'emprunt de 1789 (p. 420); — sur une fabrication de faux assignats (p. 514); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 586); — sur une pétition (p. 610); — sur les colonies (p. 639 et suiv.); — sur une pétition (p. 672); — sur le droit de pétition (p. 690).
- MOREAU-SAINT-MÉRY**, député de la Martinique. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 148), (p. 150), (p. 215), (p. 216), (p. 217); — sur les colonies (p. 639), (p. 640).
- MOUGINS**, député du tiers état de la sénéchaussée de Dragnignan. Parle sur les cours d'eau et la pêche (t. XXV, p. 325); — sur la liquidation des offices de judicature du ci-devant parlement d'Aix (p. 343); — sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 361); — sur les troubles d'Avignon (p. 373); — sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (p. 611); — sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 617); — sur les actes de l'état civil (p. 720).
- MOUSTOIR**. — Voir *Coroller-du-Moustoir*.
- MUGUET DE NANTHOU**, député du tiers état du bailliage d'Amont en Franche-Comté. Parle sur des accusés détenus au ci-devant Châtelet (t. XXV, p. 250).
- MUNICIPALITÉS**. — Voir *Pétitions*.
- MURINAIS**. — Voir *Aubergeon de Murinais*.

NAIRAC, député du tiers état de la sénéchaussée de Bordeaux. Parle sur les colonies (t. XXV, p. 737).

NANTES. — Voir *Troubles*.

NAVIGATION. Rapport et projet de décret, présentés par Meyer, sur la construction des digues nécessaires à la navigation des bouches du Rhône. 7 mars, 1791, t. XXV, p. 657 ; — discussion : Gaultier-Biauzat, abbé Maury, Bouche, d'André, Gaultier-Biauzat *ibid.* et p. suiv. ; — ajournement (*ibid.*, p. 658).

NÈGRES. — Voir *Noirs, Colonies*.

NIMES. — Voir *Troubles*.

NOAILLES DE, député de la noblesse du bailliage de Nemours. Demande qu'il soit rendu compte par le comité diplomatique des négociations entre la France et l'État de Bâle t. XXV, p. 2 et suiv. ; — Parle sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 99 et suiv.) ; — sur l'organisation de la marine (p. 116) ; — sur le recrutement des soldats auxiliaires (p. 132 et suiv.) ; — sur l'avancement dans l'artillerie (p. 143) ; — sur l'organisation de la marine (p. 149). — Demande l'impression du discours du roi et de la réponse du Président (p. 201). — Parle sur l'adresse de la principauté de Porrentruy (p. 206), p. 209 ; — sur les fournitures de l'armée (p. 236) ; — sur l'organisation des gardes nationales (p. 394) ; — sur l'affaire de Wissembourg (p. 424) ; — sur le droit des militaires d'assister aux réunions des sociétés des amis de la Constitution (p. 450 et suiv.) ; p. 480 et suiv.) ; — sur la création de petits assignats (p. 600 et suiv.) ; — Demande la présentation d'un projet de décret sur l'organisation de la gendarmerie (p. 671) ; — sur le droit d'affiche (p. 698).

NOIRS. Demandent à jouir de tous les droits des citoyens actifs t. XXV, p. 375.

Discours et projet de loi de Vieville des Essarts pour leur affranchissement 11 mai 1791, p. 759 et suiv.

NOIRS. Voir *Colonies*.

NOURRICIE DU ROI. Lettre de la dame Mallard, nourricie du roi, demandant le règlement de sa pension 21 avril 1791, t. XXV, p. 232 ; — discussion : Bouche, Roussillon, Voïdel, Camus *ibid.* ; — renvoi au comité des pensions *ibid.* ; — rapport par Camus 28 avril, p. 377 ; — discussion : Regnaud de Saint-Jean d'Angély *ibid.* ; — rejet de la demande *ibid.*.

○

OFFICES. Voir *Liquidation*.

OFFICIERS DES TRIBUNAUX DES GRENIERS A SEL. Vernier demande que le pouvoir exécutif soit chargé de leur payement 11 mai, t. XXV, p. 733 ; — adoption de cette motion *ibid.*.

ORDRE JUDICIAIRE. Merlin présente un projet de décret sur la forme de procéder dans les tribunaux établis dans les villes où l'ordonnance de 1667 n'a pas été publiée 28 avril 1791, t. XXV, p. 397 ; — discussion : Delavigne *ibid.* ; — adoption *ibid.*.

P

PALAIS DE JUSTICE D'AIX. Présentation d'un projet de décret relatif à l'exécution de la loi qui a suspendu sa construction 7 mai 1791, t. XXV, p. 635 ; — renvoi au comité de l'article 5, sur la proposition de Camus *ibid.* ; — adoption des articles 1, 2, 3, et 4 (*ibid.* et p. suiv.) ; — Prugnon demande la jonction du comité des finances à celui de l'emplacement pour donner un avis sur cette construction 9 mai, p. 670 ; — adoption de cette motion (*ibid.*).

PANNETIER, député du tiers état de la vicomté de Couserans. Annonce la prestation du serment de 96 fonctionnaires ecclésiastiques du district de Saint-Girons t. XXV, p. 669.

PAPE. Lettre écrite par Montmorin, au nom du roi, sur le refus du pape de recevoir un ambassadeur ayant prêté sans restriction le serment exige des fonctionnaires 5 mai 1791, t. XXV, p. 587 et suiv. ; — l'Assemblée en décide l'impression sur la motion de Treilhard *ibid.*, p. 588.

PARIS, député du clergé de Paris-hors-les-Murs. Parle sur une fabrication de faux assignats t. XXV, p. 514.

PARISOT, député du tiers état de la ville de Paris. Demande le rappel de Dubois, absent sans congé t. XXV, p. 412.

PAROISSES. Adoption d'un projet de décret sur la circonscription des paroisses de la ville de Metz 13 avril 1791, t. XXV, p. 1 et suiv.

Adoption d'un projet de décret sur la circonscription des paroisses des villes de Douai, Mer, Suèvres, Oucques, Avallon 21 avril, p. 232 et suiv.

Adoption d'un projet de décret sur la circonscription des paroisses des villes de Besançon, Vernon, Pacy et Conches 25 avril, p. 326 et suiv.

Adoption d'un projet de décret présenté par Legrand sur la circonscription des paroisses de Liancourt, Chaumont et Chartres 27 avril, p. 364.

Adoption d'un projet de décret présenté par Lanjuinais sur la circonscription de certaines paroisses des départements de la Marne, de la Meurthe et de l'Aisne 28 avril, p. 375 et suiv.

Adoption d'un projet de décret présenté par Lanjuinais sur la circonscription des paroisses de la ville et des faubourgs d'Angoulême 29 avril, p. 412 et suiv.

Adoption d'un projet de décret relatif à la réunion des paroisses de la ville de Meaux, présenté par Despatys de Courteilles 29 avril, p. 432.

Adoption d'un projet de décret sur la circonscription des paroisses de la ville de Dijon présenté par Legrand 4 mai, p. 553.

Adoption d'un projet de décret sur la circonscription des paroisses de Saint-Omer, Arras, Cambrai, Lille et Contances *ibid.*, p. 555 et suiv.

Adoption d'un projet de décret sur la circonscription des paroisses des districts de Nîmes, Beaucaire, Sommières, Pont-Saint-Esprit, le Vigan, Saint-Hippolyte et Alais 5 mai, p. 588 et suiv.

PASTORET, procureur général syndic. Demande au nom du directoire du département et de la municipalité de Paris, la publication du Code pénal et la confection de deux lois concernant le droit de pétition et la publication des actes émanés de l'autorité t. XXV, p. 352.

PATENIES. Observations de d'André relatives aux patentes des corps de pêcheurs t. XXV, p. 211.

PAYEN, député du tiers état de la province d'Artois. Fait un rapport sur les troubles de la Martinique t. XXV, p. 235.

PÊCHE. — Voir *Cours d'eau et pêche*.

PENSIONS. Adoption d'un projet de décret présenté par Camus relatif à la formule des brevets de pension 28 avril 1791, t. XXV, p. 376 et suiv.

Adoption d'un projet de décret, présenté par Camus, sur un secours provisoire attribué aux ci-devant employés des fermes 3 mai, p. 511 et suiv.

PENSIONS. — Voir *Nourricie du roi, Lovendal et Saint-Louis*.

PERRRY, député du tiers état de la ville de Valenciennes. Annonce que les bruits d'une mésintelligence entre le régiment de Navarre, en garnison à Valenciennes, et les autres régiments de cette ville, sont sans fondement t. XXV, p. 708.

PÉRISSE-DULUC, député du tiers état de la sénéchaussée

- de Lyon. Fait un rapport sur le transport des assignats (t. XXV, p. 168 et suiv.). — Fait un rapport sur la circulation des assignats (p. 174 et suiv.).
- PÉRIOT**, député du tiers état du bailliage de Chartres. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 12, (p. 68) ; — sur l'adresse de la principauté de Porrentruy (p. 209) ; — sur une lettre de l'évêque Porion (p. 224) ; — sur les troubles d'Avignon (p. 381) ; — sur l'organisation des gardes nationales (p. 389) ; — sur la création de petits assignats (p. 426 et suiv.) ; — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 471, (p. 528 et suiv.), (p. 592, (p. 593) ; — sur les colonies (p. 640 et suiv.) ; — sur le droit de pétition (p. 682 et suiv.), (p. 692) ; — sur l'esclavage (p. 753 et suiv.).
- PÉTITIONS**. Rapport par Gossin sur les pétitions demandant la création de tribunaux de commerce et la réunion de quelques municipalités (16 avril 1791, t. XXV, p. 131) ; — discussion : Bouche, d'André, Bouche, Gaultier-Biauzat *ibid.* et p. suiv. ; — adoption des conclusions du rapport *ibid.* p. 132 ; — rectification du décret (26 avril, p. 312) ; — (27 avril, t. XXV, p. 353).
- PÉTITION**. — Voir *Droit de pétition et d'affiche*.
- PHARMACIE**. Projet de décret relatif à l'exercice de la pharmacie présenté par Livre, au nom du comité de Salut public (14 avril 1791, t. XXV, p. 64) ; — discussion : Renaud *ibid.* ; — adoption *ibid.*.
- POIDS ET MESURES**. Hommage par Buissart, membre de l'Académie d'Arras, d'un mémoire sur leur uniformité (5 mai 1791 t. XXV, p. 609 et suiv.) ; — renvoi au comité d'agriculture et de commerce (*ibid.* p. 610).
- PORTETS**, député du tiers état du bailliage de Bourgen-Bresse. Parle sur le rappel de congé du député Deschamps (t. XXV, p. 414) ; — sur l'organisation de la marine (p. 499) ; — sur les invalides de la marine (p. 401, (p. 402).
- PORENTROY**. Adresse des Etats de la principauté de Porrentruy (19 avril 1791, t. XXV, p. 204 et suiv.) ; — discussion : Rewbell, Rabaud Saint-Etienne, d'André, de Noailles, d'André, Rewbell, Robespierre, d'André, de Noailles, Petion de Villeneuve, Robespierre, de M nou, de La Rochefoucauld-Mancourt *ibid.* p. 205 et suiv.) ; — renvoi à l'examen des comités militaire et diplomatique *ibid.* p. 210.
- PORTON**, évêque du département du Pas-de-Calais. Fait part à l'Assemblée de la réception qui lui a été faite à son arrivée dans son diocèse et demande la grâce de certains prisonniers (t. XXV, p. 223 et suiv.) ; — discussion à ce sujet, Brissot-Barmatz, Petion, Emmery (p. 224) ; — renvoi de la lettre au comité des rapports *ibid.*.
- POUGÉARD-DE-LIBERT**, député du tiers état du bailliage d'Angoulême. Présente un projet de décret sur la prorogation du délai fixe pour le payement des biens nationaux (t. XXV, p. 353).
- PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**. Rewbell (23 avril 1791, t. XXV, p. 325) ; — d'André (8 mai, p. 669).
- PRÉVÔTE DE L'HÔTEL**. Compagnie de la. — Voir *Gen-darmérie*.
- PRIEUR**, député du tiers état du bailliage de Châlons-sur-Marne. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 13, (p. 68) ; — sur l'installation du tribunal de cassation (p. 69) ; — sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 100) ; — sur les soldats auxiliaires (p. 132) ; — demande l'ajournement de la discussion sur l'organisation de la marine (p. 152) ; — Parle sur le procès-verbal (p. 191) ; — sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 234) ; — sur le ministre de la marine (p. 251 et suiv.) ; — sur une adresse (p. 254) ; — sur les troubles d'Avignon (p. 380 et suiv.) ; — sur les invalides de la marine (p. 402) ; — sur l'affaire de Wissembourg (p. 423) ; — sur une pétition (p. 472), — sur un moyen d'abréger la durée de l'appel nominal (p. 473) ; — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 500, (p. 540), (p. 586) ; — sur une pétition (p. 610) ; — sur les récompenses aux dénonciateurs de la fabrication de faux assignats (p. 611) ; — sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 618) ; — sur la justification de Latude (p. 656) ; — sur le droit de pétition (p. 696), (p. 697) ; — sur le droit d'affiche (p. 698).
- PRISONS**. Lettre du ministre de la justice relative aux accusés de lèse-nation détenus dans les prisons du ci-devant Châtelet (22 avril 1791, t. XXV, p. 250) ; — discussion : Muguet de Nanthou, Emmery *ibid.* ; — renvoi aux comités réunis des recherches, des rapports et de jurisprudence criminelle *ibid.*.
- PROCES**. Rapport par Le Chapelier, au nom du comité de Constitution, sur le renvoi devant les tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (27 avril 1791, t. XXV, p. 350 et suiv.) ; — discussion : Mougins, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, Le Chapelier, rapporteur *ibid.* p. 361 ; — adoption *ibid.* ; — adoption sans discussion des articles 2, 3, 4 et 5 *ibid.* et p. suiv. ; — article 6 : Lanjuinais, Le Chapelier, rapporteur, Legrand *ibid.* p. 362) ; — adoption *ibid.* ; — article 7 : Moreau *ibid.* ; — adoption *ibid.* ; — article 8 : Le Chapelier, rapporteur, Lanjuinais, Regnier, Lanjuinais, Le Chapelier, rapporteur, un membre *ibid.* et p. suiv. ; — adoption avec amendement *ibid.* p. 363 ; — adoption sans discussion de l'article 9 (*ibid.* ; — article 10 : Tronchet, Demeunier, Lanjuinais, un membre, Defermon, Bouche, *ibid.* ; — adoption avec amendement *ibid.* ; — adoption sans discussion de l'article 11 (*ibid.* et p. suiv.) ; — ajournement des quatre derniers articles sur la demande de Le Chapelier, rapporteur et Malouet *ibid.* p. 364).
- PROCURATEURS**. — Voir *Avocats*.
- PRUGNON**, député du tiers état du bailliage de Nancy. Présente au nom du comité d'emplacement trois décrets concernant l'emplacement de corps administratifs et de tribunaux de districts (t. XXV, p. 1) ; — présente des projets de décrets tendant à autoriser des directeurs de districts à louer des locaux pour les corps administratifs (p. 104 et suiv.), (p. 211). — Sa motion tendant à ne pas faire imprimer les lois qui ne regardent que des établissements particuliers (p. 211) ; — présente des projets de décrets tendant à autoriser des directeurs de districts à louer des locaux pour les corps administratifs (p. 411 et suiv.) ; — Parle sur la création de petits assignats (p. 427 et suiv.) ; — Fait une motion sur la suppression des alternats (p. 488) ; — Parle sur le remboursement des offices des avocats au Conseil (p. 616 et suiv.) ; — Présente un projet de décret sur le logement des évêques (p. 669 et suiv.) ; — des projets de décrets tendant à autoriser des directeurs de districts à louer des locaux pour les corps administratifs (p. 670) ; — Demande la jonction du comité des finances à celui de l'emplacement pour donner un avis sur la question de la construction du palais de justice d'Aix *ibid.*.

R

RABAUD-SAINT-ÉTIENNE, député du tiers état de la sénéchaussée de Nîmes et Beaucaire. Parle sur l'adresse de la principauté de Porrentruy (t. XXV, p. 205). — Son projet de décret sur l'organisation des gardes nationales (p. 225) ; — le défend (p. 229 et suiv.) ; — Demande la création de petits assignats et présente un projet de décret y relatif (p. 345 et suiv.) ; — Parle sur l'organisation des gardes nationales (p. 364 et suiv.), (p. 373, (p. 389 et suiv.) ; — Fait une motion sur la fonte des cloches pour les mettre en monnaie

- (p. 483). — Parle sur le traitement du directeur général de la liquidation (p. 532); — sur la création de petits assignats (p. 594 et suiv.), (p. 596 et suiv.), (p. 627), (p. 628), (p. 632).
- RAMEL-NOGARET**, député du tiers état de la sénéchaussée de Carcassonne. Annonce la prestation du serment par les ecclésiastiques du département de l'Aude (t. XXV, p. 342); — Présente un référé du directoire de l'Aude tendant à autoriser la ville haute de Carcassonne à s'imposer extraordinairement *ibid.* et p. suiv.; — Parle sur le rassemblement de troupes espagnoles sur la frontière (p. 375).
- RAPPEL A L'ORDRE**. Robespierre (28 avril 1791, t. XXV, p. 394). — De Folleville (3 mai, p. 593). — Abbe Maury *ibid.* p. 596. — De Folleville *ibid.* p. 600. — Le Chapelier (10 mai, p. 691).
- RECETTES ET DÉPENSES DE L'ANNÉE 1791**. Rapport et projet de décret y relatif, présentés par Montesquieu (17 avril 1791, t. XXV, p. 160 et suiv.); — discussion; Buzot, Camus *ibid.* p. 163; — adoption des articles 1, 2, 3, 4, du 1^{er} projet *ibid.*; — disposition additionnelle à l'article proposée par Camus (*ibid.*); — adoption *ibid.*; — adoption des 4 premiers articles du 2^e projet *ibid.* et p. suiv.; — adoption de l'article 5 amendé *ibid.* p. 164; — Camus propose un article additionnel *ibid.* et p. suiv.; — adoption (*ibid.* p. 165).
- RECEVEURS DES FINANCES**. — Voir *Liquidation*.
- RÉCOMPENSES**. Rapport et projet de décret présentés par Camus, sur les récompenses à accorder aux personnes ayant dénoncé les fabricateurs de faux assignats (5 mai 1791, t. XXV, p. 610 et suiv.); — discussion; La Galissonnière, Mougins, Delavizne, Le Tellier, Prieur, Boutteville-Dumetz, Feyrel, Chabroud, Camus *rapporteur ibid.* et p. suiv.; — adoption (*ibid.* p. 612).
- REFFYE**. — Voir *Verchère de Reffye*.
- RÉGENCE ET GARDE DU ROI MINEUR**. Rapport par Thouret, au nom du comité de Constitution (t. XXV, p. 240 et suiv.).
- RÉGIE GÉNÉRALE**. Rapport et projet de décret, présentés par Goudard, sur les employés de l'ancienne régie (10 mai 1791, t. XXV, p. 686); — discussion; Camus, Martineau, Gombert *ibid.* et p. suiv.; — renvoi aux comités réunis des pensions, des finances, des domaines, d'agriculture et de commerce (*ibid.* p. 687).
Pétition des employés des bureaux de la régie (10 mai, p. 705 et suiv.).
- REGNAUD**, député du tiers état de la sénéchaussée de Saint-Jean-d'Angély. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 43, p. 68); — sur le procès-verbal (p. 191); — sur l'installation du tribunal de cassation (p. 231); — sur les fournitures de l'armée (p. 235); — sur une adresse (p. 254); — sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 361); — sur une demande de pension de la nourrice du roi (p. 377); — sur une demande de pension des enfants du maréchal de Lowendal (p. 378); — sur les dépenses des corps administratifs et tribunaux de district (p. 552); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 558); — sur les colonies (p. 614); — sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 660); — sur l'organisation des corps de finances (p. 666); — Denonce un prétendu manifeste de l'empereur Léopold II *ibid.*; — Parle sur l'organisation des corps de finances (p. 667, p. 668); — sur les gardes nationales (p. 671); — sur une pétition (p. 672); — sur l'organisation des corps de finances (p. 676 et suiv.); — sur le droit de pétition (p. 692); — sur le droit d'affiche (p. 698 et suiv.), (p. 700); — sur les actes de l'état civil (p. 720).
- REGNAULT**, député du tiers état du bailliage de Nancy. Parle sur la profession d'agent de change (t. XXV, p. 210); — sur les comptes de l'administration des bâtiments du roi (p. 213); — sur les dépenses pour l'entretien des troupes (p. 335).
- REGNIER**, député du tiers état du bailliage de Nancy. Présente, au nom du comité de liquidation, un projet de décret confirmant différentes liquidations d'offices (t. XXV, p. 64 et suiv.); — présente des projets de décret sur la liquidation de l'office de lieutenant général de l'amirauté d'Arles et des offices de judicature du ci-devant parlement d'Aix (p. 343). — Parle sur le renvoi aux tribunaux des affaires pendantes au conseil du roi (p. 362). — Fait un rapport sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 613 et suiv.); — le défend (p. 617 et suiv.), (p. 660).
- RELIGIEUSES DE SAINTE-CLAIR D'AXONNE**. Un membre demande le renvoi de leur pétition aux comités ecclésiastiques et des finances réunis (10 mai 1791, t. XXV, p. 715); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).
- RENAUD**, député du tiers état de la sénéchaussée d'Agen. Parle sur un projet de décret relatif à l'exercice de la pharmacie (t. XXV, p. 64).
- REYNAUD**, député de Saint-Domingue. Parle sur les colonies (t. XXV, p. 642).
- REWBELL**, député du tiers état du bailliage de Colmar et de Schelestadt. Parle sur l'adresse de la principauté de Porentruy (t. XXV, p. 205, p. 206 et suiv.). — Président (p. 325). — Sa réponse au discours de l'évêque de Paris (p. 335).
- RICARD DE SEALT**, député du tiers état de la sénéchaussée de Toulon. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 15 et suiv.).
- ROBESPIERRE (Maximilien)**, député du tiers état de la province d'Artois. Parle sur l'organisation du ministère (t. XXV, p. 11, p. 12, p. 13, p. 15), (p. 68); — sur l'adresse de la principauté de Porentruy (p. 207 et suiv.), p. 209; — sur les troubles d'Avignon (p. 237); — sur une lettre du roi (p. 314); — sur l'organisation des gardes nationales (p. 366), p. 368 et suiv.); — sur les troubles d'Avignon (p. 380); — sur les gardes nationales (p. 381 et suiv.), (p. 393 et suiv.). — Est rappelé à l'ordre (p. 394). — Parle sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 470), p. 500 et suiv.), p. 558; — sur le droit de pétition (p. 684 et suiv.), p. 690, p. 691 et suiv.), p. 694 et suiv.).
- ROBIN**, commissaire civil. Fait un rapport sur les troubles du département du Lot (t. XXV, p. 273 et suiv.).
- ROCHEBRUNE (DE)**, député de la noblesse du bailliage de Saint-Flour. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 198).
- ROCHEGUDE (DE)**, député de la noblesse de la sénéchaussée de Carcassonne. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 215), (p. 248).
- ROEDERER**, député du tiers état de la ville de Metz. Parle sur le discours du roi (t. XXV, p. 202). — Fait un rapport sur l'organisation des corps de finances (p. 255 et suiv.). — Parle sur le remboursement des offices d'avocats au Conseil (p. 618); — sur les colonies (p. 642), p. 643; — sur le travail d'évaluation des biens (p. 662); — sur l'organisation des corps de finances (p. 666, p. 667 et suiv.), p. 668, (p. 674 et suiv.); — sur le droit d'affiche (p. 701).
- ROUSSILLON**, député du tiers état de la sénéchaussée de Toulouse. Fait un rapport sur la profession de courtier et d'agent de change, de banque et de commerce (t. XXV, p. 96 et suiv.); — le défend (p. 100). — Parle sur le règlement de la pension de la nourrice du roi (p. 232); — sur la profession de courtier et d'agent de change (p. 234); — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 550).

S

SAINT-DOMINGUE. — Voir *Troubles*.

SAINT-LOUIS. Rapport par Camus sur les pensions de l'ordre de Saint-Louis (28 avril 1791, t. XXV, p. 378 ; — discussion : de Vaudreuil, Defermon, d'Estourmel, Malouet, de Gualbert, Dubois-Crancé, Camus, *rapporteur* *ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 379).

SAINT-MARTIN, député du tiers état de la sénéchaussée d'Annonay. Parle sur la pétition du sieur Villemotte (t. XXV, p. 480).

SALCETTE. — Voir *Colaud de La Salcette*.

SAUMUR. — Voir *Arrondissement*.

SÉALT (De). — Voir *Ricard de Séalt*.

SECOURS. Adoption d'un projet de décret, présenté par Camus, sur des secours à accorder aux personnes précédemment comprises dans les états de secours affectés sur la loterie royale de France et les fermes (5 mai 1791, t. XXV, p. 612).

Adoption d'un projet de décret, présenté par Camus, relatif à diverses fondations faites par feu M. Cochet de Saint-Valier (*ibid.*).

Rapport et projet de décret, présentés par Vernier, sur les précautions à prendre pour distribuer les secours aux départements dans les cas d'incendie, inondations et autres fléaux (11 mai, p. 733 et suiv.).

SECRÉTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. Lavie, Geoffroy et Baillet (23 avril 1791, t. XXV, p. 325) ; — abbe Besse, Fournier de La Charme, Verchère de Reffy (7 mai, p. 658).

SERMENT. Prestation de serment de l'ambassadeur de France à la Porte ottomane et des chargés d'affaires de France à Malte et à Moscou (13 avril 1791, t. XXV, p. 15).

Le Chapelier présente un projet de décret relatif aux fonctionnaires de l'enseignement (15 avril 1791, t. XXV, p. 105 et suiv.) ; — discussion : Gaultier-Biauzat, La Poule, Bouche, Lanjuinais, Goupil-Préfeln, Lanjuinais, Goupil-Préfeln, d'Audré, Bouche, de La Rochefoucauld-Liancourt, *un membre* (*ibid.* p. 105 et suiv.) ; — adoption du projet de décret modifié (*ibid.* p. 106).

Pannetier annonce la prestation du serment par 96 fonctionnaires ecclésiastiques du district de Saint-Girons (9 mai, p. 669).

SIEYÈS (Abbé), député du tiers état de la ville de Paris. Parle sur la police des églises de Paris (t. XXV, p. 184 et suiv., p. 646 et suiv., p. 653).

SILLERY, député de la noblesse du bailliage de Reims. Parle sur l'organisation de la marine (t. XXV, p. 145 et suiv., p. 150, p. 193 et suiv., p. 196, p. 200, p. 214, p. 230). — Fait un rapport sur les moyens d'appliquer les décrets relatifs à l'organisation de la marine (p. 241) ; — le défend (p. 245), p. 247. — Présente un article additionnel au projet de décret sur l'organisation de la marine (p. 480).

STRASBOURG. Présentation, par Dupont de Nemours, d'un projet de décret sur le remboursement à cette ville d'une somme de 400,000 livres (3 mai 1791, t. XXV, p. 512) ; — discussion : Lanjuinais, Martineau, Dupont (*de Nemours, rapporteur* *ibid.*) ; — adoption (*ibid.* p. 513).

T

TALLEYRAND-PÉRIGORD, député du clergé du bailliage d'Autun. Fait un rapport sur la police des églises de Paris (t. XXV, p. 643 et suiv.) ; — le défend (p. 651).

TARN (Département du). — Voir *Troubles*.

TEISSIER, sculpteur. Fait un hommage à l'Assemblée d'un buste de Mirabeau (t. XXV, p. 610).

THIBOUTOT (De), député de la noblesse du bailliage de Caux. Parle sur l'avancement dans l'artillerie (t. XXV, p. 139), (p. 143).

THOURET, député du tiers état de la ville et du bailliage de Rouen. Fait un rapport sur la régence et la garde du roi mineur (t. XXV, p. 240 et suiv.). — Parle sur l'organisation de la marine (p. 247) ; — sur la liquidation d'offices de judicature (p. 666).

TOULONGEON, député de la noblesse du bailliage d'Aval en Franche-Comté. Parle sur l'affaire de Wissembourg (t. XXV, p. 425) ; — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 593) ; — sur le droit de pétition (p. 693) ; — sur le droit d'affiche (p. 698).

TOULOUSE. — Voir *Impositions*.

TRACY (Destutt de), député de la noblesse de la sénéchaussée de Moulins. Fait part à l'Assemblée d'une lettre des administrateurs du département de l'Allier relative aux impôts de 1791 (t. XXV, p. 175). — Parle sur les fournitures de l'armée (p. 236) ; — sur l'affaire de Wissembourg (p. 426) ; — sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France (p. 467), (p. 549), (p. 585) ; — sur les colonies (p. 640), (p. 642), (p. 750).

TREILHARD, député du tiers état de la ville de Paris. Demande la mise à l'ordre du jour des rapports du comité de liquidation (t. XXV, p. 92). — Parle sur la police des églises de Paris (p. 181 et suiv.) ; — sur le traitement des fonctionnaires publics ecclésiastiques (p. 552) ; — sur le refus du pape de recevoir un ambassadeur ayant prêté le serment exigé des fonctionnaires (p. 588) ; — sur la destination des biens paroissiaux (p. 622) ; — sur la police des églises de Paris (p. 653) ; — sur le transport des cendres de Voltaire à Paris (p. 661).

TRESORERIE NATIONALE. Lettre des commissaires de la trésorerie demandant que le titre de trésorerie nationale soit donné à l'établissement formé pour la réunion de toutes les recettes et de toutes les dépenses (14 avril 1791, t. XXV, p. 76) ; — projet de décret en ce sens présenté par de Crillon (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*).

TRIBUNAL DE CASSATION. Projet de décret relatif à son installation, présenté par Dèmeunier (14 avril 1791, t. XXV, p. 69) ; — discussion, article 5 : Prieur, Gaultier-Biauzat, Dèmeunier, *rapporteur*, Fricaud, Boutteville-Dumetz, Dèmeunier, *rapporteur* (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*) ; — Dèmeunier demande une rectification à l'article 21 du décret du 27 novembre 1790 sur son organisation (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.*, p. 70).

Relation de son installation par Goupil-Préfeln (21 avril, p. 231).

Discours de Boucher-Larichardière, membre de la députation admise à la barre de l'Assemblée nationale (28 avril, p. 396 et suiv.) ; — réponse du président (*ibid.*, p. 397) ; — l'Assemblée décrète l'impression de ces deux discours (*ibid.*).

TRIBUNAUX. — Voir *Ordre judiciaire*.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. Projet de décret sur le ressort